

LA CONTRIBUTION VOLONTAIRE DES ENTREPRISES À LA CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ AU QUÉBEC

Par  
Tatyana Abou-Chaker

Essai présenté au Centre universitaire de formation en environnement et développement durable en vue  
de l'obtention du grade de maîtrise en environnement (M. Env.)

Sous la direction de Stéphane Tanguay

MAÎTRISE EN ENVIRONNEMENT  
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Juin 2021

## SOMMAIRE

Mots clés : responsabilité sociale d'entreprise, compagnie, commercial, loi, règlement, cadre légal, norme, certification, philanthropie, partenariat, organisme de conservation

L'objectif principal de cet essai est de recenser et classer les différents moyens de conservation de la biodiversité à la disposition des entreprises au Québec en dehors du cadre légal afin de mieux cerner leur portée théorique selon le type d'entreprise. Étant des citoyens corporatifs, les entreprises ont une responsabilité envers la société, laquelle est communément appelée responsabilité sociale d'entreprise. Elle peut résulter d'un engagement volontaire de la part des entreprises ou plutôt du respect des lois et des normes en vigueur. Dans le second cas, bien qu'il existe des exigences minimales à respecter en termes de conservation de la biodiversité, ces obligations ne suffisent pas pour réduire la perte des espèces vivantes et des écosystèmes. L'aspect volontaire de la RSE est donc étudié plus en profondeur en vue d'encourager les entreprises à aller au-delà du cadre légal pour contribuer à la conservation de la biodiversité.

L'analyse de sept moyens de conservation de la biodiversité démontre que leur intégration à la stratégie commerciale permet de répondre à divers enjeux transversaux, économiques, sociaux et environnementaux. Plus particulièrement, pour les petites et moyennes entreprises, modifier les pratiques commerciales est le moyen le plus pertinent. Pour ce qui est des grandes compagnies, ce sont souscrire à des normes et référentiels, obtenir des certifications et devenir membres de tables rondes liées aux pratiques commerciales, et modifier les pratiques commerciales.

Cet essai permet de conclure que la taille des entreprises est le critère déterminant qui dicte les moyens de conservation de la biodiversité à favoriser selon le contexte, tandis que le secteur d'activités est moins influent. Parmi les recommandations présentées pour assurer l'intégration des moyens au sein des entreprises, il y a, notamment, l'implication des employés, l'inclusion de la biodiversité comme sujet au sein des formations et des programmes en administration des affaires, ainsi que la mise en place de modalités financières par le gouvernement du Québec. Des suggestions pour améliorer l'efficacité des moyens de conservation de la biodiversité et le cadre légal sont également proposées.

## **REMERCIEMENTS**

Je tiens d'abord à remercier mon directeur d'essai, M. Stéphane Tanguay, de m'avoir orientée et encouragée à travers la réalisation de cet essai. Le partage de son expertise, ses suivis rigoureux et la richesse de nos échanges m'ont grandement motivée et poussée à me dépasser.

Je souhaite aussi remercier Judith Vien et Geneviève Desroches du Centre universitaire de formation en environnement de l'Université de Sherbrooke pour leurs précieux conseils. J'en profite aussi pour souligner la contribution de Johanne, Sandrine et Christian, qui ont généreusement pris le temps de faire la relecture de mon essai.

Finalement, un merci spécial à ma famille et mes amis pour leur soutien et leurs encouragements continuels tout au long de mon parcours.

## TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION .....	1
1. LA PERTE ET LA CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ.....	4
1.1 La perte de la biodiversité mondiale et au Canada.....	4
1.2 La conservation de la biodiversité au Canada et au Québec .....	7
2. LES ENTREPRISES FACE À LA CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ .....	9
2.1 La responsabilité sociale d'entreprise.....	9
2.2 Les raisons pour agir en faveur de la conservation de la biodiversité .....	10
2.3 Le cadre légal entourant la conservation de la biodiversité .....	12
2.4 Les limites du cadre légal .....	15
3. LES MOYENS DE CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ .....	18
3.1 Souscrire à des normes et référentiels .....	18
3.1.1 Les Objectifs de développement durable .....	18
3.1.2 La Global Reporting Initiative.....	20
3.1.3 Les normes internationales ISO 26000 et 14001 .....	22
3.1.4 La norme BNQ 21000.....	23
3.2 Obtenir des certifications et devenir membre des tables rondes liées aux pratiques commerciales .....	23
3.3 Adopter d'autres certifications liées à la conservation de la biodiversité .....	27
3.3.1 La Conservation Certification.....	27
3.3.2 La 2 % Business Certification.....	30
3.4 Créer des partenariats.....	31
3.5 Favoriser la philanthropie .....	33
3.6 Modifier les pratiques commerciales.....	34
3.7 Faire reconnaître les initiatives porteuses par des prix d'excellence .....	35

4.	L'ANALYSE DES MOYENS DE CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ .....	37
4.1	La démarche méthodologique .....	37
4.1.1	Les enjeux auxquels les moyens de conservation de la biodiversité répondent.....	37
4.1.2	L'adéquation entre les moyens et les types d'entreprises .....	40
4.1.3	Le croisement entre les enjeux et les types d'entreprises .....	42
4.2	L'analyse et les résultats .....	42
4.2.1	Les enjeux auxquels les moyens de conservation de la biodiversité répondent.....	42
4.2.2	L'adéquation entre les moyens et les types d'entreprises .....	47
4.2.3	Le croisement entre les enjeux et les types d'entreprises .....	51
4.3	Les limites de l'analyse.....	54
5.	LES RECOMMANDATIONS .....	55
5.1	Les recommandations sur l'intégration des moyens de conservation au sein des entreprises ...	55
5.1.1	Types 1 à 4 .....	55
5.1.2	Types 2 et 4.....	56
5.2	Les recommandations sur les moyens de conservation de la biodiversité.....	57
5.3	Les recommandations sur le cadre légal.....	58
	CONCLUSION .....	60
	RÉFÉRENCES .....	63

## LISTE DES FIGURES ET DES TABLEAUX

Figure 3.1	Processus itératif de la Conservation Certification.....	29
Tableau 2.1	Le cadre légal en vigueur au Québec entourant la conservation de la biodiversité .....	13
Tableau 3.1	Les certifications et tables rondes liées aux pratiques commerciales.....	24
Tableau 4.1	Les 11 enjeux sélectionnés .....	39
Tableau 4.2	Les six types d'entreprises selon la taille et le secteur d'activités.....	40
Tableau 4.3	Les enjeux auxquels chaque moyen de conservation de la biodiversité répond .....	43
Tableau 4.4	Le niveau de pertinence de chaque moyen de conservation .....	48
Tableau 4.5	Les enjeux favorisés pour les entreprises de types 1 et 3 .....	52
Tableau 4.6	Les enjeux favorisés pour les entreprises de types 2 et 4 .....	53

## **LISTE DES ACRONYMES, DES SYMBOLES ET DES SIGLES**

ASC	Aquaculture Stewardship Council
BNQ	Bureau de normalisation du Québec
BCI	Better Cotton Initiative
BSI	Bonsucro
CDB	Convention sur la diversité biologique
CNC	Conservation de la nature Canada
COP	Conférence des parties
GRI	Global Reporting Initiative
GRSB	Global Roundtable for Sustainable Beef
FSC	Forest Stewardship Council
IPBES	Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques
ISO	Organisation internationale de normalisation
LCMVF	Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune
LCPN	Loi sur la conservation du patrimoine naturel
LQE	Loi sur la qualité de l'environnement
MELCC	Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
MHH	Milieux humides et hydriques
MFFP	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
MSC	Marine Stewardship Council
MSI	Multi-stakeholder initiatives
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectif de développement durable
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OP2B	One Planet Business for Biodiversity
PEFC	Programme for the Endorsement of Forest Certification
PME	Petites et moyennes entreprises
RHF	Règlement sur les habitats fauniques
RSB	Roundtable on Sustainable Biofuels
RSE	Responsabilité sociale d'entreprise

RSPO	Roundtable on Sustainable Palm Oil
RTRS	Round Table on Responsible Soy
UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
WHC	Wildlife Habitat Council
WWF	World Wildlife Fund



## INTRODUCTION

Le dernier rapport sur le déclin de la biodiversité, publié en mai 2019 par l'Organisation des Nations Unies (ONU), rappelle, encore une fois, l'impact dévastateur de l'activité humaine sur la vie sur Terre. Autant le Canada que le Québec sont touchés par cette érosion du tissu vivant (Shields, 2019, 11 mai; Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques [IPBES], 2019a).

Les pressions d'origine humaine compromettent le maintien de la biodiversité et des services écosystémiques. Les entreprises, qui impactent la biodiversité à travers leurs activités et qui en dépendent aussi (ne serait-ce que pour l'extraction des ressources premières), sont confrontées à de multiples risques. Toutefois, elles sont également bien positionnées pour contribuer à la conservation de la biodiversité. (Organisation de coopération et de développement économiques [OCDE], 2019; Leal et Zeitz, 2014)

Dans le cadre de cet essai, une entreprise est définie comme toute « affaire agricole, commerciale ou industrielle, dirigée par une personne morale ou physique privée en vue de produire des biens ou services pour le marché » (Larousse, 2020). En vue de réduire les répétitions, le terme « compagnie » est également employé comme synonyme.

En tant que citoyens corporatifs, les entreprises ont une responsabilité envers la société, laquelle est communément appelée responsabilité sociale d'entreprise (RSE) (Banque de développement du Canada, 2020). De façon générale, elle peut découler d'un engagement volontaire de la part des entreprises, de même que du respect des lois et normes en vigueur. Dans le premier cas, la RSE peut cibler divers enjeux, notamment environnementaux, dont la conservation de la biodiversité. Pour ce faire, les entreprises ont à leur portée divers moyens pour contribuer à la préservation de la biodiversité, entre autres, la philanthropie et les partenariats. Dans le second cas, il existe des lois entourant la protection de la biodiversité. Ces dernières touchent principalement les entreprises ayant des activités d'exploitation qui affectent directement l'environnement (secteur forestier, minier, etc.). Bien que ces obligations soient des outils essentiels, elles définissent des exigences minimales à respecter et ne suffisent pas pour réduire la perte de biodiversité et assurer l'atteinte des objectifs de conservation nationaux et provinciaux. (Ouranos, 2018)

Pour pallier les limites du cadre légal, cet essai se concentre sur l'aspect volontaire de la RSE, afin d'inciter les entreprises à aller au-delà des lois en vigueur en les outillant pour choisir les meilleurs moyens de conservation de la biodiversité selon leur contexte.

L'objectif principal de cet essai est donc de recenser et classifier les différents moyens de conservation de la biodiversité à la disposition des entreprises au Québec en dehors du cadre légal afin de mieux cerner leur portée théorique selon le type d'entreprise. Les objectifs spécifiques qui en découlent sont les suivants :

- Documenter le cadre légal en vigueur et les moyens de conservation de la biodiversité existants, ainsi que certaines de leurs limites, par le biais d'une revue de la littérature;
- Analyser dans quel contexte chaque moyen de conservation de la biodiversité serait le plus approprié afin d'identifier les plus prometteurs pour les entreprises québécoises;
- Suggérer des recommandations pour assurer l'intégration des moyens de conservation de la biodiversité au sein des entreprises ainsi que des améliorations au cadre légal.

Tout d'abord, une revue de la littérature est effectuée en lien avec la conservation de la biodiversité dans le contexte des entreprises, notamment les lois et les règlements en vigueur, les moyens de conservation de la biodiversité existants au Québec et à l'international, ainsi que certaines limites. Les sources principales pour la recherche sont des articles de périodiques, les sites web d'entreprises et d'organismes de conservation, des données statistiques de gouvernements et d'agences internationales, des articles de journaux, ainsi que les lois et les règlements. Afin d'assurer la qualité des références, l'accent est mis sur des sources diversifiées, tel que mentionné, et récentes, soit publiées dans les 10 dernières années, dans la mesure du possible. Par la suite, afin d'évaluer de façon critique les différents moyens de conservation de la biodiversité, une analyse en deux temps est réalisée. Premièrement, chaque moyen est analysé selon 11 enjeux, pour identifier ceux auxquels il permet de répondre le mieux. Cette méthode permet de dresser un portrait nuancé des moyens. Deuxièmement, une analyse d'adéquation est effectuée pour déterminer le niveau de pertinence de chaque moyen de conservation de la biodiversité en tenant compte de la taille des entreprises et de leur secteur d'activités. Cela permet ainsi l'identification des meilleurs moyens à favoriser selon le contexte de l'entreprise. Suivant ces analyses, des recommandations sont proposées pour faciliter l'intégration des moyens de conservation de la biodiversité à la stratégie commerciale selon

les types d'entreprises. Certaines suggestions pour améliorer l'efficacité des moyens sont également présentées, ainsi que des recommandations sur le cadre légal en vigueur.

Le présent essai comprend cinq chapitres. Le premier aborde la perte de la biodiversité au Canada et au Québec, de même que les efforts déployés en termes de conservation. Ensuite, au deuxième chapitre, il est question du concept de responsabilité sociale d'entreprise, des différentes raisons incitant les entreprises à soutenir la conservation de la biodiversité, ainsi que des lois et des règlements en vigueur au Québec et leurs limites. Au troisième chapitre, les principaux moyens de conservation de la biodiversité disponibles pour les entreprises sont présentés, ainsi que des exemples de compagnies les ayant implantés et certaines limites. Puis, au quatrième chapitre, les étapes de la démarche méthodologique sont détaillées, ainsi que les limites. Ce chapitre comprend également une première analyse pour déterminer les enjeux associés à chaque moyen de conservation de la biodiversité, suivie d'une analyse d'adéquation des différents moyens pour évaluer leur niveau de pertinence selon le contexte de l'entreprise. Les résultats des deux analyses sont ensuite combinés. Enfin, le cinquième chapitre propose des suggestions pour faciliter l'intégration des moyens de conservation de la biodiversité au sein des entreprises, des améliorations quant à leur efficacité et des recommandations sur le cadre légal.

## **1. LA PERTE ET LA CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ**

Dans ce chapitre, la perte de la biodiversité au Canada et au Québec est détaillée, et les causes associées à celle-ci sont expliquées. Ensuite, les efforts déployés en termes de conservation sont abordés. Les réalités tant canadiennes que québécoises sont traitées à ce stade-ci, afin de bien situer le sujet. Toutefois, les chapitres suivants se concentrent davantage sur le Québec.

### **1.1 La perte de la biodiversité mondiale et au Canada**

Depuis le Sommet de la Terre, à Rio de Janeiro en 1992, le terme « diversité biologique » est employé pour désigner « autant la variété au sein de chaque espèce (diversité génétique) que la variabilité en espèces d'une région (diversité spécifique) et la variabilité des écosystèmes (diversité écosystémique) » (Espace pour la vie, 2021b). Aujourd'hui, ce terme est utilisé de façon interchangeable avec « biodiversité » (Britannica, 2021). Fondamentale à la vie, la biodiversité fournit divers services écosystémiques, tels que les services d'approvisionnement (nourriture, abri, fibres), de régulation (pollinisation, contrôle de l'érosion, séquestration du carbone), de soutien (cycle des éléments nutritifs, formation du sol) et socioculturels (activités récréatives, culturelles, éducatives) (Espace pour la vie 2021b; Ouranos 2018). Plusieurs études démontrent que plus les écosystèmes sont riches en biodiversité, plus ils sont productifs et en santé. Retirer même une seule espèce d'un écosystème peut avoir des conséquences dévastatrices. (Shaw, 2020) Par exemple, au Japon, le gouvernement a permis la chasse aux baleines en justifiant que cela augmenterait la disponibilité de poissons pour la population. Toutefois, cela n'a pas été le cas. En effet, les baleines jouent un rôle essentiel, car leurs excréments nourrissent le plancton, duquel les poissons dépendent. De plus, le plancton absorbe le dioxyde de carbone de l'atmosphère avant de le stocker au fond des océans. (Sustainable Human, 2014, 1<sup>er</sup> décembre) Ainsi, à cause d'un manque de connaissances quant à la complexité des écosystèmes, des perturbations souvent non anticipées peuvent survenir.

Actuellement, le consensus au sein de la communauté scientifique est qu'il y a un déclin sans précédent de la biodiversité (Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique [CDB], 2020). En effet, le taux de disparition d'espèces de vertébrés est maintenant 100 fois plus élevé que la normale. Certains parlent même d'une sixième extinction massive qui, pour la première fois, serait attribuée aux activités humaines. (Centre de la science de la biodiversité du Québec, 2021) Les scientifiques estiment qu'il existe près de 8,7 millions d'espèces animales et végétales. À ce jour, seulement 1,2 million d'espèces ont été identifiées et

décrites, la plupart étant des insectes. Cela signifie que des millions d'autres organismes demeurent un mystère et il est possible qu'ils disparaissent avant même d'être découverts. (National Geographic, 2021)

Malgré leurs vastes portions de territoire exemptes d'activités humaines et en apparence relativement bien préservées, le Canada et le Québec n'échappent pas au recul de la biodiversité. Un rapport publié au printemps 2018 par la commissaire à l'environnement et au développement durable du Canada soulignait, pour la période de 1970 à 2014, une diminution de 43 % des populations de mammifères, de 34 % des reptiles et amphibiens, de 20 % des poissons et de 44 % des oiseaux. Le rapport mentionnait également des pertes significatives d'écosystèmes avec, dans certaines régions, plus de 90 % des zones boisées transformées par l'activité humaine. (Bureau du vérificateur général du Canada, 2018) Au Québec, des tendances similaires sont observables, avec près de 500 espèces ayant un statut précaire. Cela représente 33 % des espèces d'amphibiens, 82 % des reptiles, 20 % des mammifères, 10 % des oiseaux et 16 % des poissons. Ce déclin de la biodiversité est plus notable dans le sud du Québec, où les pressions humaines sont plus importantes. (Bertaux et al., 2014) Il est inévitable que la baisse de population d'un si grand nombre d'espèces occasionne une érosion de la diversité génétique. Or, une diversité génétique importante assure que les communautés animales et végétales soient mieux disposées à faire face aux changements climatiques et aux stress environnementaux. Ainsi, une réduction du nombre d'espèces et de la diversité génétique a souvent des conséquences sur la survie des écosystèmes. (Centre de la science de la biodiversité du Québec, 2021)

Les cinq pressions majeures qui exacerbent la perte de la biodiversité sont la destruction des habitats naturels, les espèces exotiques envahissantes, la pollution, la surexploitation des ressources et les changements climatiques (Ouranos, 2018). Parfois, l'effet des pressions opère en synergie. À titre d'exemple, les changements climatiques peuvent avoir un effet sur les espèces exotiques envahissantes et sur la capacité de certains écosystèmes à résister à la pollution.

La perte et la dégradation des habitats menacent le plus fortement la biodiversité. Pour les écosystèmes terrestres, elles découlent principalement de la conversion des milieux naturels en terres agricoles. La gestion non durable des forêts amplifie également le risque d'extinction des espèces. (Secrétariat de la CDB, 2020). De plus, le développement d'infrastructures, notamment par la construction de bâtiments et le développement des réseaux de transports, entraîne la dégradation des milieux naturels (Espace pour la

vie, 2021a). Pour les écosystèmes aquatiques, la perte d'habitat est causée par l'utilisation non durable des ressources hydriques, que ce soit pour l'irrigation, l'approvisionnement des villes, la production d'énergie ou les activités industrielles (Secrétariat de la CDB, 2010). Par exemple, la construction de barrages le long des rivières détériore les habitats en altérant le débit naturel des cours d'eau et en diminuant la connectivité entre les bassins hydrographiques. En conséquent, cela affecte le déplacement des espèces aquatiques. (Organisme de bassin versant du Témiscamingue, 2017)

Les espèces exotiques envahissantes constituent la deuxième menace mondiale en importance à la biodiversité. L'activité humaine est responsable de la plupart des introductions, de par la mondialisation et la multiplication des échanges commerciaux internationaux. En plus de dégrader les habitats, les espèces envahissantes affectent la structure et la composition des communautés en faisant compétition aux espèces indigènes. (Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs [MFFP], 2021) Selon l'IPBES, le nombre d'espèces exotiques envahissantes par pays a augmenté d'environ 70 % depuis 1970, basé sur les registres détaillés de 21 pays (2019b).

Une autre pression est la pollution provenant de nutriments et d'autres polluants. Dans le contexte agricole, l'utilisation croissante des engrais entraîne l'enrichissement des cours d'eau, ce qui affecte la croissance et la reproduction des espèces vivantes. L'accumulation d'azote et de phosphore dans les milieux aquatiques stimule la croissance d'algues et de bactéries. Cela a pour effet d'augmenter la turbidité de l'eau, d'empêcher la lumière d'atteindre les espèces vivant en profondeur et d'appauvrir en oxygène les cours d'eau, créant ainsi des zones mortes. (Rappel, 2021) L'utilisation des combustibles fossiles comme source d'énergie et les substances toxiques liées aux activités industrielles sont aussi problématiques. Les organismes vivants se retrouvent exposés à ces divers contaminants par l'eau, l'air et le sol. (World Wildlife Fund [WWF], 2021)

La surexploitation des ressources nuit également à la préservation de la biodiversité. En 2020, le jour du dépassement mondial était le 22 août. À cette date, les humains avaient effectivement déjà dépensé l'ensemble des ressources que la Terre peut régénérer en un an, à cause d'une dépendance à des activités telles que la pêche excessive, l'agriculture intensive, la déforestation ou l'extraction minière et pétrolière. (WWF, 2020b) À titre d'exemple, près de 33 % des stocks de poissons mondiaux sont actuellement surexploités et plus de 55 % de la superficie océanique est assujettie à la pêche industrielle (IPBES, 2019b).

La dernière pression découle des changements climatiques. Déjà, les effets sur la biodiversité se font sentir et des conséquences encore plus importantes sont prévues dans les années à venir (Ouranos, 2018). Ainsi, le changement des températures accélère la perte de la biodiversité. Actuellement, les feux de forêts sont plus répandus et plus destructeurs qu'au cours des 10 000 dernières années. La perte de ces habitats forestiers entraîne inévitablement une réduction de la biodiversité. Qui plus est, les modèles climatiques prédisent que les conditions qui rendent les incendies plus fréquents et graves augmenteront considérablement dans les prochaines années. En parallèle, à 1,5 °C de réchauffement, les récifs coralliens pourraient décliner de 70 % à 90 % de plus, avec des pertes plus importantes à 2 °C (> 99 %). (World Economic Forum, 2020)

## **1.2 La conservation de la biodiversité au Canada et au Québec**

Les dernières 30 années ont vu la biodiversité occuper une place de plus en plus grande dans les préoccupations canadiennes. De fait, en 1992, le Canada devient le premier pays industrialisé à ratifier la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique. Cet accord international encadre la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique. De plus, le Secrétariat mondial de la CDB est situé à Montréal. En 1995, la Stratégie canadienne de la biodiversité est élaborée et approuvée par tous les paliers gouvernementaux. Elle prévoit la contribution de l'ensemble des Canadiens, y compris les municipalités, l'industrie, les organismes non gouvernementaux et les peuples autochtones. Grâce à cette stratégie, le Canada possède un cadre national global pour la mise en œuvre de la CDB. (Environnement et Changement climatique Canada, 2019) En 2006, le Cadre canadien axé sur les résultats en matière de biodiversité vient compléter la Stratégie.

Pour ce qui est des objectifs canadiens en matière de conservation de la biodiversité, les plus récents sont énoncés dans le Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020. La quinzième Conférence des parties (COP), prévue en 2021, permettra la mise à jour du Plan stratégique à l'horizon 2050 et du Programme de développement durable pour 2030. (Gouvernement du Canada, 2021a) En 2018, le Canada soumet son Sixième rapport national à la CDB. Ce dernier donne un aperçu des efforts déployés par le gouvernement et ses partenaires. (Gouvernement du Canada, 2021b) Ces initiatives comprennent, notamment, les aires protégées, les programmes d'intendance, la certification des forêts et la planification du rétablissement des espèces en péril (Environnement et Changement climatique Canada, 2019; Ouranos, 2018). Plus récemment, le Canada a annoncé un investissement de 55 millions de dollars pour la

conservation de la biodiversité lors de la conférence One Planet Summit en janvier. La contribution sera versée au Fonds pour la neutralité en termes de dégradation des terres, un fonds d'investissement lancé par la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification. (Leiser, 2021)

De son côté, le Québec est la première province à ratifier la CDB. Afin d'assurer la conservation des écosystèmes et l'utilisation durable des ressources, le Plan gouvernemental sur la diversité biologique 2004-2007 est adopté, composé d'une Stratégie québécoise sur la biodiversité et d'un Plan d'action québécois sur la diversité biologique. En réponse au Plan stratégique 2011-2020 de la CDB, le Québec développe des Orientations gouvernementales en matière de diversité biologique en 2013. Ces orientations misent sur la protection, la restauration, l'aménagement et la mise en valeur de la diversité biologique de façon durable. Elles donnent également la possibilité aux ministères et organismes concernés d'implanter des activités visant la conservation de la diversité biologique. Le Québec s'engage aussi, à travers le Réseau des gouvernements régionaux pour le développement durable (Network of Regional Governments for Sustainable Development), à soutenir la conservation de la biodiversité et l'adaptation aux changements climatiques. Outre sa participation au Partenariat mondial sur l'action locale et infranationale pour la biodiversité, le Québec contribue également à la création du Comité consultatif des gouvernements infranationaux de la CDB. (Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques [MELCC], 2021b)

En parallèle, grâce à des investissements significatifs du gouvernement provincial, la protection des aires naturelles et la conservation des milieux humides sont favorisées. (Ouranos, 2018) À titre d'exemple, en 2019, la province a versé 7,26 millions de dollars à Canards Illimités Canada et à Conservation de la nature Canada (CNC) pour l'acquisition de terres privées et l'aménagement de terrains destinés à la préservation des milieux fauniques (MFFP, 2019). Par la suite, en 2020, le Québec a alloué 50 millions de dollars à la conservation des milieux naturels. Ces fonds, versés à des organismes de conservation, vont contribuer à la création et mise en valeur de nouvelles zones protégées en collaboration avec les collectivités, les organismes locaux, les municipalités, les entreprises et les communautés autochtones (Corridor appalachien, 2020). Par ailleurs, en avril 2021, le gouvernement a de nouveau contribué à CNC en octroyant 40 millions de dollars à l'organisme pour bonifier la superficie des aires protégées, notamment dans le sud du Québec (Arsenault, 2021).



## **2. LES ENTREPRISES FACE À LA CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ**

Dans ce chapitre, le concept de responsabilité sociale d'entreprise est d'abord présenté. Ensuite, les différentes raisons incitant les entreprises à soutenir la conservation de la biodiversité, y compris la dépendance sur les écosystèmes, la réduction des coûts, la gestion du risque et la compétitivité, sont abordées. Puis, les lois et les règlements encadrant la protection de l'environnement et la conservation au Québec sont traités, avant d'examiner de plus près certaines limites qui y sont associées.

### **2.1 La responsabilité sociale d'entreprise**

En tant que citoyens corporatifs, les entreprises ont une responsabilité envers la société, laquelle est communément appelée responsabilité sociale d'entreprise (RSE) (Banque de développement du Canada, 2020). Par l'entremise de la RSE, le développement durable est favorisé à travers la prise en compte des parties prenantes, la conformité aux lois et normes ainsi que l'adoption d'un comportement éthique et transparent (Organisation internationale de normalisation [ISO], 2014). En d'autres mots, elle peut découler d'un engagement volontaire de la part des entreprises et du respect du cadre légal en vigueur. Même si, présentement, la RSE n'est pas intégrée systématiquement, son importance au sein des entreprises évolue rapidement, et, par le fait même, la prise en compte de la biodiversité (Wolff, 2017).

En effet, bien que les activités des entreprises exacerbent les pressions liées à la perte de la biodiversité, leur potentiel de contribution à sa conservation est de plus en plus reconnu. En ce sens, les entreprises sont de moins en moins perçues comme des acteurs à réguler et davantage comme des partenaires pouvant mettre à profit leur expertise et leur capital financier. (Wolff, 2017) Le rôle grandissant des entreprises dans la lutte contre les changements climatiques a également été souligné lors des dernières Conférences de l'ONU sur les changements climatiques. De plus, une centaine d'entreprises ont signé l'Engagement Entreprises et biodiversité de Cancun (Business and Biodiversity Pledge) en 2016, dans le but de mener des actions concrètes en faveur de la préservation de la biodiversité et son utilisation durable (CDB, 2018). Que ce soit par les cibles de réduction qu'elles se fixent ou les innovations technologiques qu'elles développent, les entreprises ont le pouvoir de transformer de façon significative le *business as usual* (United Nations News, 2018; United Nations Climate Change, 2019).

## **2.2 Les raisons pour agir en faveur de la conservation de la biodiversité**

La question se pose quant à l'intérêt des entreprises d'agir en faveur de la conservation de la biodiversité. Tout d'abord, tout comme l'interdépendance entre les humains et l'environnement, les activités des entreprises sont intimement liées aux services écosystémiques fournis gratuitement par l'environnement, lesquels ont une valeur significative. Dans un monde axé sur la valeur monétaire, l'évaluation économique des biens et services écosystémiques est donc une pratique essentielle afin de reconnaître les ressources et habitats naturels à leur juste valeur. Cependant, la pression exercée sur les entreprises pour maximiser le profit financier à court terme est un facteur faisant en sorte que la conservation de la biodiversité n'est pas toujours une priorité.

Bien que la relation entre les entreprises et la biodiversité soit plus évidente pour certains que d'autres, tous les secteurs peuvent affecter l'environnement et être affectés par sa dégradation. (Institute of Directors, 2011) À titre d'exemple, de nombreuses espèces animales et végétales sont utilisées pour la confection de médicaments et de produits cosmétiques. Près de 50 % des médicaments d'ordonnance proviennent d'une molécule présente naturellement dans une plante, tandis que 70 % des médicaments contre le cancer sont des produits naturels ou synthétiques dérivés de la nature (IPBES, 2019b). L'industrie agro-alimentaire dépend également des services écosystémiques, comme la pollinisation, pour assurer la production alimentaire (Burgess et Barbier, 2018). Les pressions humaines sur la biodiversité qui s'amplifient mettent à risque plusieurs entreprises, y compris l'industrie du café. En effet, la région de culture tropicale est déjà limitée, et diminuera probablement au cours des prochaines années à cause des changements climatiques. De plus, 60 % des espèces de café sauvage sont menacées d'extinction, ce qui met la culture et l'industrie du café en danger (Gewin, 2019). Un autre avantage en faveur de la conservation de la biodiversité est la viabilité à long terme. Si les ressources sont utilisées de manière durable, elles seront disponibles plus longtemps.

Même les entreprises qui n'ont pas recours de façon directe aux services d'approvisionnement des écosystèmes doivent considérer la biodiversité quant à l'accès aux capitaux, au choix de la chaîne d'approvisionnement, aux impacts sur les clients et aux risques réputationnels. Par exemple, le secteur financier peut avoir un impact sur la biodiversité par le financement de projets. (OCDE, 2019)

Outre leur dépendance sur la biodiversité, les entreprises peuvent bénéficier de réduction de coûts en minimisant leurs impacts sur l'environnement. En fait, il arrive souvent que l'objectif initial soit d'identifier des possibilités d'économies et que celles-ci soient associées à des bénéfices environnementaux. Les actions qui en découlent peuvent, plus ou moins directement, contribuer à la conservation de la biodiversité en limitant les pressions exercées sur celle-ci. (Aspelin, 2018) À titre d'exemple, au niveau municipal, la Ville de New York devait prendre une décision quant à son système de traitement des eaux. Elle avait l'option de construire une usine de filtration ou de restaurer un bassin versant dans les Montagnes Catskill, projet qui était associé à des coûts moins importants. La ville a opté pour cette dernière option en vue de faire des économies et a, par le fait même, contribué à la conservation de la biodiversité. (Gray et al., 2013)

La conservation de la biodiversité peut également être une stratégie de gestion du risque pour les entreprises. Par exemple, dans le secteur agricole, la diversification des cultures est reconnue comme une stratégie permettant de réduire les risques associés aux changements climatiques et à des facteurs externes (Willem Erisman et al., 2016). Certaines sont particulièrement scrutées par des groupes de consommateurs, des organismes à but non lucratif ou des autorités réglementaires. Dans ce cas, l'objectif est d'éviter les coûts associés à un accident industriel, une perte de rendement ou un boycott de la part des clients, en déployant un réel effort pour minimiser les impacts environnementaux. (Aspelin, 2018)

Une dernière raison pour contribuer à la conservation de la biodiversité est la compétitivité. Les entreprises peuvent augmenter la valeur de leur marque et se différencier des autres en se positionnant comme une compagnie qui contribue à la communauté et à l'environnement. (OCDE, 2019) Cela peut aussi favoriser une fidélisation accrue des employés, en assurant un sentiment d'appartenance plus fort envers l'entreprise. Patagonia est un exemple de compagnie qui détient un avantage compétitif provenant de son engagement environnemental. Comparativement à d'autres entreprises de vêtements et d'équipements de plein air, les aspects sociaux et environnementaux sont une partie intégrante de son modèle d'affaires. En plus d'investir dans la conservation des milieux naturels, la compagnie collabore avec des producteurs de coton qui favorisent l'agriculture régénérative. Cela a pour effet d'attirer une niche de clients qui partagent des valeurs similaires à celles de Patagonia. (Morin, 2020)

### 2.3 Le cadre légal entourant la conservation de la biodiversité

Au Québec, plusieurs lois et règlements encadrent la conservation de la biodiversité. Plus particulièrement, la *Loi sur la qualité de l'environnement*, la *Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune*, la *Loi sur les espèces menacées et vulnérables*, la *Loi sur la conservation du patrimoine naturel* et la *Loi concernant la conservation des milieux humides et hydriques* sont examinées dans cette section, de même que les règlements qui en découlent. Le tableau 2.1 résume les exigences des lois et des règlements en vigueur.

En 1972, la *Loi sur la qualité de l'environnement* (LQE) entre en vigueur au Québec et interdit le rejet dans l'environnement de toute substance susceptible de causer du dommage ou de porter préjudice à la qualité du sol, de la végétation, de l'atmosphère ou à la faune (*Loi sur la qualité de l'environnement*). Elle exige une autorisation du ministère avant d'entreprendre toute activité ou intervention susceptible de modifier l'environnement sur les territoires publics et privés. Le *Règlement relatif à l'application de la LQE* indique les activités exemptées de cette obligation. Par ailleurs, certains projets de taille susceptibles d'affecter l'environnement sont sujets à une procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement. Le *Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement* détaille les projets visés. (Girard et Thibault-Bédard, 2016)

La *Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune* (LCMVF), qui existe depuis 1983, vise la préservation de l'habitat de plusieurs espèces fauniques en terres publiques. C'est la loi habilitante du *Règlement sur les habitats fauniques* (RHF). (Girard et Thibault-Bédard, 2016) La LCMVF encadre la conservation de la faune et de son habitat, établit des normes en matière de sécurité et énonce les droits et obligations des chasseurs, pêcheurs et piégeurs (*Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune*). Le RHF prévoit certaines exceptions ainsi que des restrictions spécifiques à l'exercice de plusieurs activités, dont celles associées à l'aménagement forestier, l'exploration des ressources minière, gazière ou pétrolière, à l'exploitation et l'entretien d'un barrage, aux lignes de télécommunication et à l'aménagement de sites récréatifs. (Girard et Thibault-Bédard, 2016)

**Tableau 2.1 Le cadre légal en vigueur au Québec entourant la conservation de la biodiversité**

Lois et règlements	Champ d'application	Implication/exigences
<i>Loi sur la qualité de l'environnement</i> (LQE)	Terres publiques et privées	Requiert une autorisation ministérielle pour toute activité susceptible de modifier l'environnement
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Règlement relatif à l'application de la LQE</i></li> </ul>	Terres publiques et privées	Indique les activités étant exemptées d'obtenir une autorisation du ministère
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement</i></li> </ul>	Terres publiques et privées	Désigne les projets de taille assujettis à une procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement
<i>Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune</i> (LCMVF)	Terres publiques	Établit des normes en matière de sécurité et énonce les droits et obligations des chasseurs, pêcheurs et piégeurs
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Règlement sur les habitats fauniques (RHF)</i></li> </ul>	Terres publiques	Comprend certaines exceptions à la LCMVF ainsi que des restrictions spécifiques à l'exercice de plusieurs activités (aménagement forestier, exploitation et entretien d'un barrage, etc.)
<i>Loi sur les espèces menacées et vulnérables</i>	Terres publiques et privées	Oblige le suivi et l'inventaire des espèces ayant ce statut pour obtenir une autorisation pour la réalisation de projets assujettis à certaines dispositions de la LQE
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Règlement sur les espèces fauniques menacées ou vulnérables et leurs habitats</i></li> </ul>	Terres publiques et privées	Établit des mesures de protection pour les espèces fauniques et leurs habitats
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Règlement sur les espèces floristiques menacées ou vulnérables et leurs habitat</i></li> </ul>	Terres publiques et privées	Établit des mesures de protection pour les espèces floristiques et leurs habitats
<i>Loi sur la conservation du patrimoine naturel</i>	Terres publiques et privées	Désigne différents statuts (réserves aquatiques, de biodiversité, écologiques, naturelles, etc.) et les exigences associées à chacun
<i>Loi concernant la conservation des milieux humides et hydriques</i>	Terres publiques et privées	Mise sur la conservation, la restauration et la création de nouveaux milieux pour équilibrer les pertes de milieux humides et hydriques
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Règlement sur la compensation pour l'atteinte aux milieux humides et hydriques</i></li> </ul>	Terres publiques et privées	Spécifie les mesures de compensation pour les milieux humides et hydriques et précise les activités qui doivent obtenir une autorisation environnementale

La *Loi sur les espèces menacées et vulnérables* est adoptée en 1989 pour empêcher la disparition d'espèces et assurer le rétablissement des populations et des habitats de celles désignées comme menacées ou vulnérables (MELCC, 2021e). Les espèces ayant ce statut sont soumises à un suivi particulier et doivent être prises en compte lors des inventaires qui sont requis pour obtenir une autorisation pour la réalisation des projets assujettis à certaines dispositions de la *Loi sur la qualité de l'environnement*. Il existe aussi le *Règlement sur les espèces fauniques menacées ou vulnérables et leurs habitats* et le *Règlement sur les espèces floristiques menacées ou vulnérables et leurs habitats*, qui établissent des mesures de protection pour ces espèces et les territoires où elles vivent. Par exemple, dans les habitats des espèces menacées ou vulnérables, il est interdit d'exercer une activité pouvant modifier les processus écologiques, la diversité biologique et les composantes chimiques ou physiques propres à cet habitat, sauf avec autorisation ou de manière conforme au règlement. Ce cadre légal concerne autant les territoires publics que privés. (Girard et Thibault-Bédard, 2016)

En 2002, le gouvernement adopte la *Loi sur la conservation du patrimoine naturel* (LCPN) pour assurer la mise en place d'un réseau d'aires protégées représentatives de la biodiversité de la province. En février 2021, le projet de loi n° 46 modifiant la LCPN est adopté, lequel introduit trois nouveaux statuts d'aire protégée, élargissant ainsi l'éventail d'outils de protection (Gouvernement du Québec, 2021). Grâce à la LCPN, il est possible de protéger les milieux naturels désignés selon, notamment, les statuts suivants : réserve aquatique, réserve de biodiversité, réserve écologique et réserve naturelle. (*Loi sur la conservation du patrimoine naturel*) Dans les deux premiers cas, la LCPN concerne les territoires publics. Elle interdit certaines activités dans les réserves aquatiques et de biodiversité, notamment, l'exploitation minière, gazière ou pétrolière (sauf avec autorisation), l'aménagement forestier et toute production commerciale d'énergie. Dans les réserves écologiques, soit le statut associé aux prohibitions et aux restrictions les plus sévères de tous les types d'aires protégées du Québec, les activités suivantes sont également prosrites : chasse, pêche, piégeage, travaux de terrassement ou de construction, activités agricoles, industrielles ou commerciales. Pour ce qui est du statut de réserve naturelle, il s'applique aux terres privées. Il permet au propriétaire d'entreprendre des démarches afin de faire désigner son territoire comme une aire protégée. Ainsi, la protection des attraits naturels de la propriété est garantie grâce à une entente de conservation conclue entre le propriétaire et le MELCC ou un organisme de conservation, avec l'approbation du MELCC. (Girard et Thibault-Bédard, 2016; MELCC, 2021c)

La *Loi concernant la conservation des milieux humides et hydriques*, publiée en 2017, vise à limiter la perte des milieux humides et hydriques (MHH) en terres publiques et privées. Selon le principe d'aucune perte nette, elle mise sur la conservation, la restauration ainsi que la création de nouveaux milieux pour équilibrer les pertes de MHH. Cette loi réduit les délais et allègent les processus d'autorisation des projets tout en considérant leur risque environnemental. En vertu de cette loi, le *Règlement sur la compensation pour l'atteinte aux milieux humides et hydriques* est adopté, lequel spécifie les mesures de compensation pour les MHH, en vue de favoriser leur conservation et leur utilisation durable. Le règlement précise également les activités qui doivent obtenir une autorisation environnementale, soit les projets comportant un niveau de risque environnemental élevé. (MELCC, 2021d)

Il existe également des lois et des règlements qui ciblent des industries en particulier, notamment la *Loi sur la protection du territoire agricole*, la *Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier* et la *Loi sur les forêts*, qui contribuent à la protection de ces milieux naturels.

## **2.4 Les limites du cadre légal**

Même s'il s'agit d'un outil essentiel, le cadre légal en vigueur entourant la conservation de la biodiversité comprend certaines limites qui sont abordées dans cette section.

Tout d'abord, le cadre légal existant ne concerne que certaines entreprises, particulièrement celles ayant un impact direct sur l'environnement à travers leurs activités (industrie forestière, minière, agricole, etc.). Cela exclut un grand nombre de compagnies, notamment celles du secteur tertiaire qui fournissent des services.

De plus, les exigences légales ne sont pas toujours suffisantes pour assurer la conservation de la biodiversité. Par exemple, le *Règlement sur la compensation pour l'atteinte aux milieux humides et hydriques* ne précise pas les espèces à planter, ce qui démontre un manque de préoccupations écologiques. Aussi, le règlement impose une contribution financière pour les promoteurs de projets qui détruisent ou endommagent des MHH. Cependant, la compensation détache les promoteurs de la conservation de la biodiversité. En effet, ils sont déresponsabilisés, puisqu'une fois qu'ils ont payé, ils n'ont plus à se préoccuper de la biodiversité. L'argent est versé au Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État qui finance, entre autres, des projets de restauration des

MHH. (MELCC, 2021a) Bien qu'en fin de compte, cela contribue à la conservation de la biodiversité, il y a peu d'incitatifs pour les entreprises d'éviter ou de minimiser les dommages au préalable. Dans certains cas, ce paiement peut être remplacé par des travaux de restauration ou de création de MHH. Enfin, le *Règlement sur la compensation pour l'atteinte aux milieux humides et hydriques* exclut les territoires au nord du 49e parallèle, soit là où la majorité des MHH du Québec se situent. (Gerbet, 2018)

Par ailleurs, parmi les exigences légales présentées à la section 2.1, un grand nombre concerne uniquement les territoires publics. Ainsi, cela restreint la capacité d'intervention du gouvernement en domaine privé et, dans plusieurs cas, les entreprises échappent aux obligations réglementaires. À titre d'exemple, le *Règlement sur les habitats fauniques* permet la conservation de certains habitats dans le domaine public en restreignant les activités pouvant être pratiquées sur ceux-ci. En 2017, le MFFP a initié un projet de modernisation du règlement en vue d'élargir son champ d'application à des habitats en terres privées, plus spécifiquement ceux du poisson et des espèces menacées ou vulnérables. (Champagne, 2017; Centre québécois du droit de l'environnement, 2017) Toutefois, le projet de loi ne semble pas avoir été approuvé, puisque la dernière version du Règlement ne cible toujours que les terres du domaine public (*Règlement sur les habitats fauniques*).

Même lorsque le cadre légal est appliqué, il se retrouve parfois à être peu contraignant pour les entreprises. Quand le groupe immobilier Shathony a endommagé l'habitat de la rainette faux-grillon, une espèce de grenouille désignée vulnérable au Québec, suite à des travaux de drainage non autorisés à Longueuil, la compagnie a dû payer une amende de seulement 896 \$ (Garon-Carrier, 2020). Similairement, trois entreprises du Saguenay-Lac-Saint-Jean ont reçu des amendes pour avoir enfreint la *Loi sur les forêts* et la *Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier*. Les sanctions s'élevaient à 300 \$ pour avoir coupé du bois sans permis, et à 2 000 \$ pour la construction d'un chemin traversant un cours d'eau sans préservation d'un tapis végétal. (Savoie-Soulières, 2017) Ce ne sont que quelques exemples où les entreprises sont réprimandées en recevant des amendes dérisoires, lesquelles ont un impact de dissuasion minime (Chastenay, 2020).

Un autre enjeu lié à l'application des lois découle d'un manque d'inspecteurs sur les territoires pour constater les infractions. Une étude menée par le Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec indique une réduction de 30 % des visites d'inspection sur le terrain entre 2010-2011 et 2018-



2019 au MELCC (Saucier, 2019) Beaucoup de lois et de nouveaux règlements sont adoptés, sans toutefois prévoir les vérificateurs nécessaires pour assurer leur application. Selon l'étude, à cause d'un manque d'effectifs, il arrive que les bureaux régionaux du MELCC n'inspectent qu'une autorisation délivrée sur quatre. La priorité est mise sur le traitement des plaintes plutôt que la prévention. (Gerbet, 2019; Saucier, 2019) Ainsi, ce sont souvent des citoyens qui se retrouvent à sonner l'alarme, comme lors des travaux illégaux à Longueuil (Garon-Carrier, 2020). Évidemment, plusieurs violations passent inaperçues.

En vue d'inciter les entreprises à aller au-delà des lois en vigueur qui, bien qu'essentielles, ne sont pas suffisantes, le chapitre suivant examine de plus près sept moyens de conservation de la biodiversité hors du cadre légal. Ces derniers permettent aux compagnies de contribuer volontairement à la préservation des espèces vivantes et des écosystèmes, toujours dans une optique de RSE.

### **3. LES MOYENS DE CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ**

Dans le cadre de cet essai, les moyens de conservation de la biodiversité désignent les façons dont les entreprises contribuent à la protection des espèces vivantes et des écosystèmes en dehors du cadre légal. Il s'agit de catégories englobantes, à l'inverse de mesures telles que les aires protégées, qui sont plutôt spécifiques. Dans ce chapitre, les principaux moyens de conservation de la biodiversité disponibles pour les entreprises sont abordés, ainsi que des exemples de compagnies les ayant implantés. La contribution financière, dans le cadre d'obligations légales, n'est pas considérée comme moyen de conservation de la biodiversité dans ce chapitre, puisqu'elle est intimement liée aux exigences découlant des lois et des règlements, tel que mentionné plus haut. Pour certains moyens de conservation de la biodiversité, des limites sont également présentées, lesquelles feront l'objet de recommandations au chapitre 5.

Même si cet essai se concentre sur la situation au Québec, des exemples à travers le monde sont présentés pour tenir compte des pratiques dans un contexte plus large, avant de cibler les plus pertinentes à l'échelle québécoise.

#### **3.1 Souscrire à des normes et référentiels**

Il existe plusieurs normes et référentiels qui guident les entreprises dans leur démarche de développement durable et incluent des composantes relatives à la conservation de la biodiversité, dans des proportions plus ou moins grandes. Bien que ces derniers ne soient pas destinés à l'obtention d'une certification à terme, ils peuvent tout de même servir de cadre de référence. Cependant, ils ne sont aucunement contraignants et, lorsqu'ils incluent des cibles, ces dernières ne sont pas quantifiées.

##### **3.1.1 Les Objectifs de développement durable**

En janvier 2016, les 17 Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU sont entrés en vigueur en vue de répondre aux enjeux mondiaux urgents des 15 prochaines années. Ces objectifs sont à la base du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et se concentrent sur plusieurs problématiques, notamment la pauvreté, les inégalités, l'environnement, la paix et la justice. Les ODD sont un appel à l'action pour tous les pays du monde, dans le but de favoriser la prospérité tout en protégeant l'environnement. Ils rappellent que l'éradication de la pauvreté doit être jumelée à des stratégies qui incitent la croissance économique, abordent les enjeux sociaux et luttent contre les changements climatiques. Pour chacun des objectifs, l'ONU propose différentes cibles pour promouvoir leur mise en

œuvre. (ONU, 2021c) Particulièrement d'intérêt pour la conservation de la biodiversité, l'objectif 14 « vie aquatique » vise à « conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable » (ONU 2021a). Aussi, l'objectif 15 « vie terrestre » incite à :

« préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité » (ONU, 2021b).

L'ODD 14 reconnaît le rôle d'approvisionnement et de régulation des océans, ainsi que l'importance de la biodiversité marine pour la survie des humains et de la planète. Pour cette raison, la gestion responsable des ressources aquatiques et des aires marines protégées est un élément essentiel pour un avenir durable. Les cibles proposées pour cet objectif comprennent, entre autres, la préservation de 10 % des zones marines côtières et la réduction de la pollution marine d'ici 2025 (déchets et nutriments). (ONU, 2021a)

Concernant l'ODD 15, il vise à limiter l'extinction des espèces animales et végétales en luttant contre la déforestation et la désertification. Les cibles suggérées sont orientées, entre autres, autour de la protection des espèces menacées et la prévention de leur extinction, ainsi que la réduction de l'introduction des espèces exotiques envahissantes et l'atténuation de leurs effets sur les écosystèmes. (ONU, 2021b)

En ce sens, diverses entreprises contribuent à la progression des ODD dans leur démarche de développement durable en établissant des actions et des cibles spécifiques à ceux-ci. PwC a étudié les rapports annuels de plus de 700 entreprises mondiales de divers secteurs, en analysant leurs engagements envers les ODD et leur intégration dans la stratégie commerciale. L'étude a révélé que 72 % des compagnies mentionnaient les ODD dans leur rapport de développement durable, tandis que seulement 27 % les incluaient dans leur stratégie commerciale, en y associant des indicateurs de performance. Dans certains cas, les entreprises sélectionnent simplement des ODD qui correspondent à des activités déjà mises en place plutôt que d'identifier de nouvelles actions susceptibles de contribuer aux ODD. Le simple fait de renommer les efforts existants en termes d'ODD ne suffira pas à créer l'ampleur du changement nécessaire pour les atteindre. (PwC, 2018)

Plusieurs entreprises parviennent tout de même à intégrer les ODD de manière concrète dans leur stratégie commerciale. À titre d'exemple, Hydro-Québec s'est assurée d'associer chacune des 12 stratégies de son Plan de développement durable 2020-2024 à une cible des ODD. Ainsi, en vue de valoriser et protéger la biodiversité (stratégie 11), l'entreprise s'inspire de la cible 15.1 des ODD, soit garantir la préservation, la restauration et l'exploitation durable des écosystèmes d'ici 2020 conformément aux obligations découlant des accords internationaux. (Hydro-Québec, 2020) Son plan intègre donc deux indicateurs liés à cet enjeu, y compris « l'élaboration d'une stratégie visant à valoriser et à protéger la biodiversité en 2020 » et « l'état d'avancement des actions mises de l'avant dans la stratégie (2021-2024) » (Hydro-Québec, 2020). General Motors souscrit également à plusieurs ODD dans son dernier rapport de développement durable, dont l'ODD 15 avec la cible 15.1 d'assurer la conservation des écosystèmes terrestres et la cible 15.5 d'implanter des actions urgentes pour réduire la dégradation des habitats et la perte de la biodiversité d'ici 2020. La compagnie agit en ce sens en rendant sa chaîne d'approvisionnement plus responsable, particulièrement avec le caoutchouc, et en soutenant des initiatives de conservation à l'échelle locale. (General Motors, 2019)

Néanmoins, les ODD en général sont critiqués par plusieurs de n'être que des idéaux qui encouragent un changement lent et graduel plutôt qu'immédiat, ce qui est inacceptable à leurs yeux, étant donné notamment l'urgence climatique. Bien que chaque objectif soit jumelé à des cibles, l'individu ou l'agent collectif responsable de leur réalisation n'est pas clairement défini, d'autant plus que les actions nécessaires pour y parvenir ne sont pas spécifiées. Pour ce faire, les ODD auraient dû préciser les responsabilités des pays et des entreprises riches par rapport à ces objectifs, en identifiant les étapes à suivre pour surmonter les obstacles et augmenter l'assistance internationale pour assurer leur atteinte par tous les pays du monde. (Sengupta, s. d.) Selon l'étude de PwC, l'ODD 14 était classé au dernier rang en termes de priorité des entreprises. Cela peut être dû au fait que, mis à part les principaux producteurs de denrées alimentaires, la plupart des entreprises considèrent cet objectif comme une priorité gouvernementale. Elles ont peut-être du mal à voir comment elles peuvent y contribuer positivement, ou ne savent pas comment mesurer ou saisir leur impact sur cet ODD. (PwC, 2018)

### **3.1.2 La Global Reporting Initiative**

La Global Reporting Initiative (GRI) est un organisme ayant diffusé le seul référentiel international comprenant des indicateurs de mesure et un processus de reddition de compte en RSE et en

développement durable destiné aux entreprises de tout secteur et taille. Ce référentiel de *reporting* a été développé en 2000 et il en est présentement à sa cinquième édition. (GRI, 2016) Selon l'étude de PwC, 73 % des entreprises utilisent cet outil pour leur démarche de développement durable (PwC, 2018). La GRI encadre la manière dont une entreprise rend compte de sa performance économique, sociale, sociétale et environnementale auprès de ses parties prenantes.

Selon la GRI, il y a trois normes universelles qui s'appliquent à toute entreprise élaborant un rapport de développement durable : GRI 101 principes généraux, GRI 102 éléments généraux d'information et GRI 103 approche managériale. Par la suite, une entreprise peut choisir les normes GRI spécifiques aux enjeux qui lui sont pertinents. Ces normes se déclinent en trois séries : 200 (enjeux économiques), 300 (enjeux environnementaux) et 400 (enjeux sociaux). Chaque norme spécifique à un enjeu inclut de l'information propre à celui-ci. Ainsi, la norme GRI 304 couvre l'enjeu de la biodiversité. Elle reconnaît que la protection de la diversité biologique est primordiale en vue d'assurer la survie des espèces, la diversité génétique et la préservation des écosystèmes naturels. De plus, elle rappelle que la biodiversité soutient directement les économies locales et qu'elle est donc essentielle pour combattre la pauvreté et favoriser le développement durable. La norme GRI 304 se caractérise par quatre éléments d'information liés à la biodiversité :

- 304-1 : Sites d'activité détenus, loués ou gérés, situés dans ou bordant des aires protégées et des zones riches en biodiversité à l'extérieur des aires protégées
- 304-2 : Impacts significatifs des activités, produits et services sur la biodiversité
- 304-3 : Habitats protégés ou restaurés
- 304-4 : Espèces sur la liste rouge de l'Union internationale pour la conservation de la nature et sur la liste de conservation nationale dont les habitats sont situés dans des zones affectées par les opérations

Pour chacun d'eux, la norme inclut des exigences et des recommandations de reddition de comptes, ainsi que des lignes directrices. (GRI, 2016) IBM et Lafarge Holcim sont des exemples d'entreprises qui diffusent les détails de leurs pratiques commerciales selon la norme GRI 304 (IBM, 2018; Lafarge Holcim, 2020).

La popularité de l'utilisation de la GRI est toutefois accompagnée d'inquiétudes en ce qui concerne ses limites et ses conséquences négatives potentielles. Certains analystes soulignent l'importance de cadres

de *reporting*, comme la GRI, pour encourager les organisations à accroître leur transparence et leur responsabilité quant à un certain nombre de problèmes sociaux et environnementaux. En revanche, ils soutiennent qu'une approche encore plus efficace impliquerait une analyse détaillée et complexe des interactions de l'entreprise avec les systèmes écologiques, les ressources et les habitats. De plus, les entreprises qui suivent le cadre de la GRI ont tendance à se concentrer sur des problèmes spécifiques au sein de leurs organisations, le risque étant alors de perdre de vue le portrait global. (Fonseca et al., 2014)

### **3.1.3 Les normes internationales ISO 26000 et 14001**

La norme internationale ISO 26000 offre des lignes directrices concernant la mise en œuvre de la responsabilité sociale au sein des organisations. Elle regroupe sept questions centrales associées à plusieurs domaines d'action. Le domaine d'action 4, qui découle de la thématique environnementale, encourage la protection de l'environnement et de la biodiversité, ainsi que la réhabilitation des habitats naturels. (ISO, 2014) La norme préconise l'approche « éviter, réduire et compenser », en plus d'une utilisation durable des sols et des ressources, principalement dans le cadre d'activités agricoles et forestières. L'ISO 26000 suggère également d'adhérer au principe du pollueur-payeur, en internalisant les externalités résultant des activités commerciales. Enfin, lors du développement des milieux urbains et ruraux, la biodiversité doit être prise en compte afin de minimiser les impacts négatifs. (Jacquier, 2014) L'ISO 26000 n'est pas une norme de système de gestion, puisqu'elle vise essentiellement une compréhension commune de la responsabilité sociale et un accompagnement des organisations qui veulent contribuer au développement durable. Elle a été développée par un groupe de travail de 400 experts représentant 80 pays. (ISO, 2014)

Par ailleurs, la norme ISO 14001 s'adresse aux organisations de tous secteurs et tailles qui souhaitent implanter un système de gestion environnementale. Elle définit des exigences en la matière et vise les aspects environnementaux sur lesquels un organisme a un certain contrôle, en tenant compte de l'approche du cycle de vie. La norme ISO 14001 favorise l'amélioration de la performance environnementale, le respect des obligations de conformité et la réalisation des objectifs environnementaux. (ISO, 2015) Bien qu'il n'y ait pas d'exigences obligatoires directes liées à la biodiversité dans l'ISO 14001 : 2015, son importance a été renforcée dans la dernière version de la norme. En outre, une nouvelle approche est préconisée concernant l'identification des impacts environnementaux, en accordant plus d'attention à la biodiversité. Alors que dans le passé, une entreprise devait seulement

déterminer ses impacts sur l'environnement, la compagnie doit maintenant aussi considérer les impacts de l'environnement qui affectent ses processus et ses activités. (Gallo, 2019)

#### **3.1.4 La norme BNQ 21000**

Un autre cadre de référence en développement durable est la norme BNQ 21000, qui a été déployée au Québec en parallèle à la norme ISO 26000. Elle sert de guide aux entreprises qui veulent réaliser une démarche volontaire de développement durable. Cette norme intègre les 16 principes de la *Loi sur le développement durable*, deux d'entre eux étant particulièrement d'intérêt pour la conservation, soit la préservation de la biodiversité et le respect de la capacité de support des écosystèmes. La norme BNQ 21000 inclut une démarche d'amélioration continue et des outils d'autoévaluation selon cinq niveaux de maturité. Ce référentiel se base sur 21 enjeux, répartis en quatre thématiques (transversale, économique, sociale, environnementale). L'enjeu 4.6 de la gestion de l'impact environnemental local touche le plus directement la conservation de la biodiversité. Il évalue si une compagnie tient compte de la biodiversité et promeut sa préservation au sein de ses pratiques d'entreprise. (Bureau de normalisation du Québec [BNQ], 2011a) Plus de 60 compagnies se sont impliquées dans des projets pilotes pour mettre à l'épreuve la norme, dont Alcoa, Tourisme Laval et l'Association minière du Québec (BNQ, 2011b).

#### **3.2 Obtenir des certifications et devenir membre des tables rondes liées aux pratiques commerciales**

Une multitude de certifications volontaires et de tables rondes associées aux pratiques commerciales sont à la disposition des entreprises. Communément appelées *multi-stakeholder initiatives* (MSI), elles résultent d'un processus de consultation et de négociation entre les parties prenantes d'une industrie en vue de développer un ensemble de principes, de critères et d'indicateurs pour une production, un approvisionnement et des pratiques d'exploitation responsables. De nombreuses MSI débouchent sur l'élaboration d'accréditations et de certifications complètes. Cependant, les MSI n'aboutissent pas toujours à des programmes de certification à proprement parler : par exemple, elles peuvent être constituées de tables rondes qui élaborent des normes ou partagent de meilleures pratiques de gestion. À titre d'exemple, la Roundtable on Sustainable Palm Oil (RSPO) est une organisation non gouvernementale (ONG) qui réunit les parties prenantes de l'industrie de l'huile de palme pour développer et mettre en œuvre des normes mondiales pour une exploitation durable de cette ressource. La RSPO a développé un ensemble de critères environnementaux et sociaux que les entreprises doivent respecter pour produire de l'huile de palme certifiée durable. Elle compte plus de 4 000 membres dans le monde

représentant tous les maillons de la chaîne d'approvisionnement. Ces derniers sont engagés à produire et utiliser de l'huile de palme durable certifiée. Les compagnies Saputo, Starbucks et Walmart en sont membres. (RSPO, 2021a) Même si ces entreprises ne sont pas des producteurs, elles ont décidé de devenir membres et de tenir leurs fournisseurs responsables. C'est le cas de Walmart, qui souscrit à plusieurs autres certifications et tables rondes, particulièrement Marine Stewardship Council pour le poisson et Forest Stewardship Council (FSC) pour les pâtes et papiers. (Walmart, 2021) Pour sa part, l'entreprise québécoise Produits forestiers Résolu est certifiée FSC (Produits forestiers Résolu, 2021). Le tableau 3.1 présente plusieurs certifications et tables rondes liées aux pratiques commerciales.

**Tableau 3.1 Les certifications et tables rondes liées aux pratiques commerciales**

<b>Certifications et tables rondes</b>	<b>Acronyme</b>	<b>Secteur/produit</b>	<b>Part du marché mondial</b>
Forest Stewardship Council	FSC	Foresterie	23 % <sup>1</sup>
Programme for the Endorsement of Forest Certification	PEFC	Foresterie	-
Marine Stewardship Council	MSC	Pêche	17 % <sup>2</sup>
Roundtable on Sustainable Palm Oil	RSPO	Huile de palme	19 % <sup>3</sup>
Round Table on Responsible Soy	RTRS	Soya	1 % <sup>4</sup>
Better Cotton Initiative	BCI	Coton	22 % <sup>5</sup>
Bonsucro	BSI	Sucre	6 % <sup>6</sup>
Aquaculture Stewardship Council	ASC	Aquaculture	27 % <sup>7</sup>
Roundtable on Sustainable Biofuels	RSB	Biocarburants	-
Global Roundtable for Sustainable Beef	GRSB	Bœuf	-

<sup>1</sup> FSC, 2018.

<sup>2</sup> MSC, 2020.

<sup>3</sup> RSPO, 2021b.

<sup>4</sup> Solidaridad, 2020.

<sup>5</sup> Better Cotton Initiative, 2020.

<sup>6</sup> Bonsucro, 2019.

<sup>7</sup> Roebuck et Wristen, 2018.

La One Planet Business for Biodiversity (OP2B) est un autre exemple de MSI. Cette coalition internationale d'entreprises est orientée vers la conservation de la biodiversité, avec un accent particulier sur l'agriculture. Elle a été initiée dans le cadre du One Planet Lab du président français Macron, lancée lors du Sommet des Nations Unies sur l'action pour le climat à New York en 2019. La coalition est vouée à catalyser des actions pour protéger et restaurer la biodiversité au sein des chaînes de valeur, engager les décideurs institutionnels et financiers, et élaborer des recommandations politiques pour la COP15 de la



CDB. Les priorités de la OP2B s'articulent autour de l'intensification des pratiques agricoles régénératrices, l'élimination de la déforestation ainsi que l'amélioration de la gestion, restauration et protection des écosystèmes naturels de grande valeur. La coalition est chapeautée par le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable et comprend actuellement 27 entreprises, dont Walmart, Danone, Google et Unilever. (OP2B, 2021)

Par ailleurs, la Business for Nature Coalition regroupe plus de 50 organisations partenaires à travers le monde, dont des instituts de recherche, des organisations professionnelles, des associés de l'industrie et des ONG, qui appuient les entreprises dans la transformation de leur façon de faire. Les trois priorités actuelles de la coalition sont :

- Soutenir les entreprises pour favoriser l'adoption, à la CDB COP15, d'un cadre mondial de la biodiversité post-2020;
- Renforcer le leadership corporatif en faveur de la nature grâce à un réseau croissant d'entreprises agissant pour la conservation de la biodiversité et plaidant pour des politiques ambitieuses;
- Contribuer à la convergence des messages de la haute direction sur la nature et les politiques climatiques des entreprises. (Business for Nature Coalition, 2021)

La Business for Nature Coalition organise également des événements et des réunions, informe les compagnies sur les divers engagements qu'elles peuvent prendre et développe des guides pour les outiller en matière de conservation de la biodiversité. En quelque sorte, elle sert de pont vers d'autres certifications et tables rondes qui visent des secteurs plus spécifiques. Par exemple, le Fashion Pact est une coalition mondiale d'entreprises de l'industrie de la mode et du textile, y compris leurs fournisseurs et distributeurs, avec des objectifs environnementaux liés au réchauffement climatique, à la conservation de la biodiversité et à la protection des océans. La coalition compte plus de 60 signataires à travers 14 pays, lesquels représentent le tiers de l'industrie de la mode. Ses membres incluent Adidas, Diesel, H&M, Nike et Prada. (The Fashion Pact, 2021) Pour chacun de ses objectifs, le Fashion Pact se fixe des cibles. Par exemple, pour la conservation de la biodiversité, la coalition envisage zéro déforestation d'ici 2025, ainsi qu'une gestion durable des forêts. En effet, l'industrie de la mode joue un rôle significatif dans la perte d'habitats, étant donné que la production de fibres de cellulose et l'élevage de bovins pour le cuir nécessitent que de vastes territoires forestiers soient défrichés. Pour lutter contre la déforestation, H&M collabore avec d'autres compagnies pour éviter que les chaînes d'approvisionnement touchent des forêts

anciennes ou menacées, ainsi que pour protéger des forêts à haute valeur écologique. (The Fashion Pact, 2020)

Selon de nombreux chercheurs, les certifications et tables rondes sont nécessaires pour faire face aux défis complexes de gouvernance, puisqu'elles servent de mécanismes à travers lesquels différents acteurs peuvent réconcilier leurs intérêts et formuler des approches consensuelles pour résoudre un enjeu donné (Pinkse et Kolk, 2012; Bennett, 2017). Elles sont utilisées par l'industrie pour fournir de l'assurance aux clients et aux investisseurs quant au respect de normes environnementales et sociales, à l'intégrité globale des chaînes d'approvisionnement, ainsi qu'à l'inclusion de l'ensemble des parties prenantes dans le processus décisionnel. De plus, les MSI sont reconnues comme des arènes de coproduction de connaissances qui offrent aux parties prenantes des opportunités de partage d'expériences et de perspectives pour améliorer la gestion des ressources naturelles. Mettant l'accent sur la participation et la prise de décision conjointe, les certifications et tables rondes aident à mettre les divers acteurs impliqués sur un pied d'égalité dans les négociations. En outre, il est suggéré que les MSI ont le potentiel de transformer les marchés en raison de leur inclusion d'acteurs importants et influents, ce qui donne plus d'importance aux enjeux liés à la biodiversité dans les marchés traditionnels et assure des impacts à plus grande échelle. (Okereke et Stacewicz, 2018)

À ce jour, l'efficacité des MSI n'est toutefois pas concluante. Il existe peu d'études d'impact disponibles sur le sujet, en partie à cause du manque de données à grande échelle, de groupes de contrôle et de bases de référence. Plusieurs études ont souligné que l'écart dans la compréhension de l'efficacité des MSI est important et qu'il met en question la crédibilité et la légitimité de ces programmes. (Okereke et Stacewicz, 2018) De plus, les critiques soulignent que ces certifications et tables rondes peuvent offrir aux entreprises des opportunités de légitimer l'exploitation des ressources naturelles à court terme et de façon lucrative en cooptant des processus collaboratifs et en empêchant l'application de réglementation plus stricte (Moog et al., 2015). Il a également été noté que les MSI peuvent causer des conflits en exacerbant les tensions existantes entre certaines parties prenantes. Une des raisons évoquées est que les discussions découlant de ces certifications et tables rondes accordent de la valeur aux experts et aux connaissances mondiales au détriment des expériences vécues par les communautés locales qui désirent soulever des questions critiques d'injustice. (Cheyns, 2014) L'implication d'un trop grand nombre d'acteurs peut non seulement nuire à la responsabilisation des projets, mais aussi ralentir leur avancement. Par ailleurs, une

multitude de MSI semblent exister, ce qui contribue à diluer le facteur de reconnaissance que cela procure aux entreprises en termes de conservation de la biodiversité. (German Corporation for International Cooperation, 2017) Souvent, les sommets internationaux et les COP sont utilisés comme une opportunité pour lancer une nouvelle MSI et inciter à l'action en misant sur la nouveauté. C'était le cas de la OP2B annoncée lors du Sommet des Nations Unies sur l'action pour le climat à New York en 2019.

L'une des raisons pour lesquelles les MSI ont des impacts environnementaux limités est l'incohérence des mesures de suivi et d'évaluation. Les MSI se basent sur des déclarations générales de bonnes pratiques qui sont difficiles à mesurer et ne suivent pas de processus de mise en œuvre clairs. Par exemple, les auditeurs doivent prendre en compte les coutumes sociales locales ainsi que les facteurs écologiques lors de l'évaluation des certifications et tables rondes, une clause souhaitable en principe, mais qui rend la cohérence difficile à atteindre pour les suivis et les évaluations. De plus, la littérature existante suggère qu'il existe une relation inverse entre la rigueur et l'adoption des certifications et tables rondes, ainsi qu'entre leur sévérité et la conformité. Dans le secteur forestier, des certifications moins strictes, telles que le PEFC, ont connu une croissance beaucoup plus rapide que les plus sévères, comme le FSC. Il existe en effet un large consensus parmi les universitaires et les praticiens sur le fait que, sans une adoption importante, la certification ne peut pas améliorer les pratiques commerciales.

### **3.3 Adopter d'autres certifications liées à la conservation de la biodiversité**

Il existe des certifications spécifiques à la conservation de la biodiversité que les entreprises peuvent obtenir en réponse à des actions qui ne relèvent pas directement de leurs pratiques commerciales, comme du bénévolat ou des projets de restauration. Ces certifications prévoient une vérification par un tiers, assurant ainsi des niveaux élevés de crédibilité et de transparence. Les deux principales présentées dans cette section sont la Conservation Certification et la 2 % Business Certification.

#### **3.3.1 La Conservation Certification**

Le programme de certification du Wildlife Habitat Council (WHC), Conservation Certification, est un standard volontaire conçu pour les activités de réhabilitation et d'éducation à la conservation de la biodiversité de grande envergure sur les propriétés privées. Il met en commun deux programmes de certification antérieurs du WHC, soit le Wildlife at Work créé en 1990 et le Corporate Lands for Learning établi en 1998. La Conservation Certification fournit une reconnaissance à des projets qui dépassent les

exigences règlementaires selon quatre catégories : gestion de l'habitat faunique, gestion des espèces, éducation à la conservation et autres. Des critères détaillés sont définis par le WHC pour chacun d'eux. Ainsi, la certification offre la crédibilité d'un tiers jumelée à une évaluation objective des projets mis en place. De plus, elle permet aux entreprises de démontrer leur engagement à long terme en ce qui a trait à la conservation de la biodiversité.

La certification du WHC, qui a une portée internationale, englobe divers types de projets, dont l'aménagement paysager d'espèces indigènes, la restauration des mangroves, la chasse durable pour contrôler les populations de cerfs, les projets de doctorat et les événements communautaires du Jour de la Terre. Une fois qu'une entreprise obtient la certification, une demande de renouvellement doit être faite aux deux ou trois ans. La Conservation Certification implique donc un processus itératif, tel que démontré à la figure 3.1, à travers lequel les projets mis en œuvre sont en constante amélioration, en vue d'offrir des bénéfices tant à la biodiversité qu'aux humains. Le WHC exige des frais d'inscription pour le programme de certification. (WHC, 2021)

Il existe plusieurs exemples d'entreprises certifiées par le WHC. General Motors est un leader avec 75 sites ayant obtenu la Conservation Certification, soit près de 2 000 hectares d'habitats fauniques dans 16 pays. Parmi ceux-ci, l'usine de montage CAMI au Canada est Gold Certified, la plus haute reconnaissance du WHC pour l'excellence globale en matière de conservation au sein des entreprises. General Motors Canada y a implanté des projets de gestion durable de prairies et de zones humides, en plus d'y organiser des événements de sensibilisation communautaire. (General Motors, 2018) Shell a également obtenu la certification pour son site à Fort McMurray en Alberta. En effet, l'entreprise a amélioré l'habitat faunique dans les zones de remise en état de la région, en allant au-delà des exigences gouvernementales. (Shell Canada, 2016) Pour sa part, Bacardi Bottling Corporation implique les employés de son usine de fabrication à Jacksonville, en Floride, dans la mise en œuvre de projets liés à la certification du WHC. Son site d'opération contient des milieux humides et forestiers, ainsi que des prairies. Pour ses efforts, Bacardi a obtenu une recertification cette année. Il s'agit de la quatrième certification du WHC pour le site à Jacksonville. Au fil du temps, l'équipe de Bacardi a implanté un certain nombre de projets, notamment la plantation d'herbes et de fleurs sauvages indigènes (8,5 hectares au total), l'installation de nichoirs construits en collaboration avec des scouts et la construction de grottes à chauve-souris. Le suivi des plantations est réalisé à l'aide de stations photo, tandis que les nichoirs sont surveillés chaque semaine

pendant la saison de nidification. Des données sont envoyées au programme de science citoyenne Nest-Watch du Cornell Lab of Ornithology. L'entreprise s'est également associée au Jacksonville Zoo and Gardens et au Florida Bat Working Group pour soutenir le programme de surveillance à long terme des chauves-souris. (Ireland et al., 2019; Bacardi, 2020)



**Figure 3.1 Processus itératif de la Conservation Certification** (tiré de : WHC, 2021)

Une étude récente a examiné le potentiel des programmes de conservation volontaire, plus spécifiquement la Conservation Certification du WHC aux États-Unis. Les auteurs ont observé l'évolution du programme dans le temps et les caractéristiques des efforts de conservation. Les résultats suggèrent que le programme de certification contribue à la connectivité du paysage, de par la complexité de l'habitat des sites aménagés de même que par la prise en compte de la biodiversité dans la planification des projets.

Ainsi, la Conservation Certification fournit des avantages de conservation qui sont comparables à des programmes d'incitatifs financiers du gouvernement américain. Selon l'étude, le programme de certification du WHC est en expansion, avec une augmentation marquée du nombre de projets d'éducation relative à la conservation. Cela pourrait indiquer une volonté des entreprises sans accès à des terres de poursuivre des projets de conservation, ou une perception que l'effort requis pour développer des initiatives éducatives est moins important comparativement à des projets de restauration. Les auteurs mettent également en évidence les effets positifs du programme de certification sur les communautés locales. Près de la moitié des entreprises étudiées ont déclaré avoir établi des partenariats avec des organismes de conservation et avoir eu recours à des consultants ou des contracteurs rémunérés, soutenant ainsi l'économie locale. D'autres études corroborent ces résultats en démontrant l'importante activité économique générée par des projets de restauration (BenDor et al. 2015).

Étant donné que les sites titulaires de la certification WHC ne sont pas énormément connus pour leurs efforts de conservation dans la communauté plus large de la conservation de la biodiversité, il est possible que des opportunités de collaboration locale soient manquées. Cependant, les projets qui en résultent ont le potentiel de fournir des avantages en matière de conservation sur des terres où ces activités étaient historiquement absentes. En outre, l'engagement des employés et la collaboration avec des partenaires externes peuvent servir à accroître l'esprit de conservation global parmi les employés et au sein des communautés locales, ce qui pourrait potentiellement conduire à une action de conservation accrue. (Ireland et al., 2019)

### **3.3.2 La 2 % Business Certification**

La 2 % Business Certification lancé par le 2 % for Conservation, un organisme à but non lucratif aux États-Unis créé en 2016, offre une formule qui diffère de celle du WHC. Cette certification demande qu'une organisation choisisse une cause relative à la conservation à soutenir avec du temps de bénévolat (1 % de temps) et une autre à appuyer avec des dons (1 % d'argent). Par la suite, l'organisme américain atteste l'engagement de l'entreprise envers la conservation (2 % pour la conservation). Une compagnie doit donc s'engager à donner au moins 1 % du temps annuel d'un employé en bénévolat, soit 21 heures par an, et au moins 1 % de ses ventes annuelles à un organisme de conservation. La majorité des entreprises certifiées sont situées aux États-Unis, avec quelques-unes en Australie et au Royaume-Uni. Il y a des frais d'adhésion annuels qui varient selon les revenus de l'entreprise. (2 % for Conservation, 2021)

### 3.4 Créer des partenariats

Parfois, des organisations se regroupent pour former des partenariats qui agissent en faveur de la conservation de la biodiversité. Les partenariats entre les entreprises, le secteur public, les ONG et les institutions peuvent avoir des avantages non seulement pour la biodiversité, mais aussi pour les compagnies. Tout d'abord, ces partenariats permettent aux entreprises d'avoir accès à une expertise relative à la biodiversité pour combler un déficit de connaissances à l'interne et renforcer leur crédibilité et leur transparence sur les questions de biodiversité. De plus, ils peuvent se traduire par une capacité et une autonomisation accrues du personnel. Les partenariats à long terme peuvent aider à développer l'expertise d'une entreprise et permettre au personnel de devenir des agents de changement quant à la conservation de la biodiversité. Aussi, ils permettent aux compagnies d'améliorer leur évaluation du risque. En effet, le dialogue et la consultation externe peuvent aider une compagnie à identifier les problèmes clés et mieux comprendre comment ses activités affectent la biodiversité et les populations locales. Enfin, les partenariats agissent comme un levier de changement, car ils donnent à chaque acteur l'opportunité d'utiliser ses atouts pour accomplir un projet commun. (International Finance Corporation, s. d.) Ils diffèrent toutefois de la simple contribution financière, puisqu'ils impliquent un certain engagement des parties prenantes et nécessitent un dialogue constructif, où ces dernières se mettent au défi face à des enjeux réels. (WWF, 2020a)

À travers les partenariats, les entreprises peuvent avoir recours à la conservation volontaire, ou l'intendance privée, qui offre la possibilité aux propriétaires privés, que ce soit des particuliers, des municipalités ou des entreprises, de conserver et mettre en valeur les attraits naturels de leur territoire. La conservation volontaire peut prendre plusieurs formes, notamment la réserve naturelle, la servitude de conservation, le don ou la vente de propriété. La plupart du temps, ce sont les organismes de conservation qui approchent les entreprises afin de mettre en place une forme d'intendance privée adaptée à leur situation. Dans certains cas, le propriétaire transfère ses droits de propriété à un organisme de conservation qui en assurera la protection. Selon l'option de conservation volontaire choisie, il est possible de recevoir des réductions d'impôts ou des exemptions de taxes municipales et scolaires, ainsi que de l'aide financière pour couvrir une partie des dépenses associées à la protection de la propriété. À titre d'exemple, l'entreprise forestière Domtar a contribué à la création d'un corridor vert allant de l'Estrie jusqu'au Vermont, grâce à une servitude de conservation forestière sur la réserve naturelle des Montagnes-Vertes située près de Sutton et de Mansonville. Cette contribution à la conservation de la

biodiversité s'est faite en partenariat avec CNC. (Castonguay, 2018 ; CNC, 2021a) La servitude découle d'une entente entre un propriétaire foncier et un organisme de conservation en vue de restreindre l'utilisation des terres ou une partie de celles-ci. Les restrictions d'une servitude de conservation dépendent de la propriété en question, des caractéristiques naturelles à conserver et de l'intérêt du propriétaire. (CNC, 2021b) En janvier 2018, le Québec comptait 216 réserves naturelles reconnues, totalisant 21 930 hectares, et 184 dons écologiques attestés, couvrant 12 652 hectares, d'une valeur marchande s'élevant à 88,5 millions de dollars (Gouvernement du Québec, 2018). Plusieurs d'entre eux ont impliqué des entreprises.

À titre d'autre exemple, SC Johnson collabore depuis plus de 15 ans avec Conservation International sur des initiatives environnementales. Ce partenariat est une extension logique des engagements de l'entreprise, qui met à profit son leadership en affaires pour soutenir des projets de conservation de la biodiversité. Dans le cadre de leur plus récent partenariat, ils comptent planter près de trois millions d'arbres dans la région de l'Amazonie conjointement avec l'Association Caatinga, un acteur local, grâce à des dons amassés lors d'une campagne de financement. (SC Johnson, 2021) Similairement, certains partenariats sont catalysés par la branche philanthropique d'une entreprise, souvent une fondation créée au nom de la compagnie. Ainsi, Loblaw's, par le biais du Loblaw's Water Fund, finance des projets de surveillance et de restauration des habitats d'eau douce en vue d'atteindre l'objectif du WWF d'assurer la santé de tous les cours d'eau au Canada d'ici 2025. (WWF, 2020a)

Une des limites des partenariats est que les ONG et les entreprises ne parlent pas toujours le même langage. En effet, il arrive parfois qu'il y ait un écart entre les valeurs fondamentales des deux parties et que cela compromette l'intégrité de l'ONG. À titre d'exemple, le WWF aux Pays-Bas et la société d'énergie néerlandaise Essent avaient établi un partenariat qui misait sur l'énergie renouvelable. Lorsque la compagnie énergétique allemande RWE a acquis Essent, les intérêts mutuels avec le WWF ont commencé à diverger, puisque la compagnie investissait massivement dans les centrales électriques au charbon et l'énergie nucléaire. Cela a mené à la fin du partenariat, car l'association entre RWE et Essent était incompatible avec l'approche du WWF en matière d'énergie durable. (Brouwer, 2013)



### **3.5 Favoriser la philanthropie**

Un autre moyen de conservation de la biodiversité à la disposition des entreprises est la philanthropie. En ce sens, les compagnies peuvent donner une partie de leurs profits ou de leurs ressources, généralement sous la forme de bénévolat, pour soutenir des causes environnementales qui reflètent leur mission et leurs valeurs. (Aspelin, 2018)

Grâce au soutien financier des entreprises, les organismes de conservation peuvent mener des projets visant la protection d'habitats et d'espèces clés, en plus de développer la capacité et les outils nécessaires à la réalisation de telles initiatives. À titre d'exemple, il est pratique courante pour le WWF, le WHC, Nature-Action Québec, Corridor appalachien et CNC, parmi d'autres, de recevoir des dons d'entreprises. Ainsi, un projet de restauration et de mise en valeur des berges du lac des Battures, mené par l'arrondissement de Verdun et Nature-Action Québec, a vu le jour récemment. La Fondation Hydro-Québec pour l'environnement était l'un des principaux partenaires financiers. (Nature-Action Québec, 2020)

Les entreprises peuvent également décider d'investir leur temps afin de réaliser des activités de bénévolat corporatif en collaboration avec des organismes de conservation. Cet engagement peut prendre plusieurs formes, notamment des activités de nettoyage, la participation à des bioblitz et la plantation d'arbres. En 2019, Rogers, conjointement avec WWF, a réussi à organiser huit nettoyages de cours d'eau à travers le Canada, au cours desquels près de 600 employés ont ramassé environ 840 kilogrammes de déchets (WWF, 2020a). En 2020, CNC a offert la possibilité à tous, y compris les entreprises, de participer à un bioblitz, un événement qui consiste à identifier le plus d'espèces vivantes possibles sur un territoire donné sur une courte période de temps. Cette activité a encouragé les gens à observer la nature et à en apprendre plus sur les habitats et les espèces, tout en enrichissant l'inventaire de la biodiversité. (CNC, 2020) En plus de poser des gestes concrets pour la biodiversité, ces activités sont une opportunité de sensibilisation environnementale pour les employés qui y participent.

À travers la philanthropie, même les entreprises dont les activités n'affectent pas directement la biodiversité, comme les institutions financières, parviennent à soutenir la conservation. Ainsi, depuis 10 ans, la banque TD Canada Trust contribue au verdissement urbain par l'entremise de son programme les Journées des arbres TD. Grâce à l'implication de ses employés, la banque collabore avec des dizaines

d'organisations, notamment des municipalités, des organismes de conservation et des communautés autochtones, pour leur expertise technique. À ce jour, près de 430 000 arbres et arbustes indigènes ont été plantés sur plus de 100 sites partout au Canada par des membres du personnel. (TD Canada Trust, 2021) Ainsi, en plus de mobiliser les employés d'une entreprise pour une cause environnementale, le bénévolat corporatif est une opportunité de sensibilisation à la conservation de la biodiversité et de collaboration avec des organismes locaux.

Bien que la philanthropie soit un moyen de contribuer positivement à la conservation de la biodiversité, il est important que ce ne soit pas simplement un dernier recours employé par les entreprises pour contrer l'impact négatif de leurs pratiques commerciales. Pour tracer un parallèle, le Royaume-Uni et le Canada se sont engagés à atteindre des objectifs de zéro émission nette d'ici 2050, tandis que la Norvège vise d'être carboneutre d'ici 2030. Pour y parvenir, ils misent notamment sur des investissements importants en innovation environnementale. Toutefois, ces trois pays sont des exportateurs importants de pétrole, avec de nouveaux projets et des explorations qui continuent d'être planifiés. En ce sens, une grande partie des initiatives environnementales sont financées par de l'argent provenant de l'exploitation des carburants fossiles. Or, il est important que le problème soit traité à la source, en investissant dans des efforts de mitigation pour éviter les conséquences environnementales, plutôt que de simplement compenser les dommages causés. (Kottasova, 2021)

### **3.6 Modifier les pratiques commerciales**

Au-delà de la philanthropie, les entreprises peuvent décider d'intégrer la conservation de la biodiversité de manière plus directe au sein de leurs activités. Cela peut se faire tant au niveau de la chaîne d'approvisionnement que des produits et services offerts. À titre d'exemple, la compagnie agro-alimentaire Cargill s'est engagée à soutenir des agriculteurs dans l'adoption de pratiques d'agriculture régénératrice sur quatre millions d'hectares de terres agricoles nord-américaines au cours des 10 prochaines années. L'initiative se concentrera principalement sur la rotation de cultures, notamment le maïs, le blé, le canola et le soja. Cargill s'attend à ce que ces pratiques d'agriculture régénératrice bénéficient à la rentabilité et à la résilience à long terme des agriculteurs, tout en faisant progresser simultanément l'entreprise vers l'atteinte de ses objectifs climatiques. Entre autres, Cargill vise zéro déforestation dans sa chaîne d'approvisionnement d'ici 2030 et s'engage à se procurer du soja qui n'est pas cultivé dans la région de l'Amazonie. (Cargill, 2020)

Similairement, Natura, une compagnie brésilienne se spécialisant dans les cosmétiques, a développé le projet de compensation Circular Carbon pour lutter contre la déforestation et encourager les producteurs agricoles à conserver la végétation locale. Ainsi, Natura offre une rémunération supplémentaire à ses fournisseurs qui parviennent à concilier production et conservation. Le projet Circular Carbon est basé dans l'une des régions du Brésil où la pression de la déforestation est la plus forte. L'objectif est de reproduire cette initiative dans d'autres communautés de la région amazonienne. (Sustainia, 2019)

Pour sa part, l'institution financière BNP Paribas favorise la conservation de la biodiversité dans le cadre de ses financements et investissements. À cette fin, elle exige de ses clients des secteurs sensibles sur les enjeux de biodiversité, entre autres l'agriculture et l'extraction minière, un engagement de protection des zones humides sous la Convention de Ramsar et des sites classés au Patrimoine Mondial du United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO). De plus, BNP Paribas exclut de son portefeuille les entreprises associées au commerce de filets dérivants de plus de 2,5 kilomètres de long et d'espèces animales ou végétales couvertes par la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction. Ces différents engagements de la banque s'étendent à l'ensemble de ses activités à travers le monde. Pour les mettre en œuvre, BNP Paribas offre une formation obligatoire aux chargés de relation des secteurs concernés. (BNP Paribas, 2021; act4nature, 2018)

Souvent, les actions menées par les entreprises sont le fruit d'une collaboration avec des ONG, des universités ou des institutions. Cependant, ce qui les distingue des partenariats de la section 3.4 est l'emphasis sur les pratiques commerciales. Pour maximiser la portée des efforts de conservation, ce moyen ne doit pas simplement détourner l'attention d'activités néfastes, tel que discuté à la section précédente. Intégrer des préoccupations relatives à la biodiversité dans les pratiques commerciales permet aux entreprises de traiter le problème à la source plutôt qu'après coup.

### **3.7 Faire reconnaître les initiatives porteuses par des prix d'excellence**

Certains organismes environnementaux octroient des prix ou des mentions spéciales à des organisations ayant démontré de l'excellence en matière de conservation de la biodiversité. Dans certains cas, ce moyen est additionnel, puisqu'il souligne un partenariat ou une certification déjà implantés. Ainsi, à chaque année, le WHC attribue plusieurs prix pour honorer l'excellence des entreprises en conservation. Les bénéficiaires sont des compagnies nationales et internationales provenant de divers secteurs

industriels. (WHC, 2021) En 2020, la compagnie de manufacture CEMEX a reçu le Corporate Conservation Leadership Award du WHC pour son engagement exemplaire en conservation de la biodiversité. L'entreprise a près de 30 programmes certifiés à travers le monde et elle souscrit aux normes les plus élevées de conservation de la biodiversité. (CEMEX, 2020)

Par ailleurs, le Corporate Conservation Achievement Award du WWF est un autre prix décerné à une organisation pour la mise en œuvre d'initiatives ayant démontré des résultats exceptionnels en matière de conservation au Canada. Cela comprend, notamment, les nettoyages de rivages, les activités de plantation d'espèces indigènes et le bénévolat chez WWF-Canada. Toutefois, depuis 2019, il ne semble pas y avoir eu d'appel de candidatures. (WWF, 2019)

Enfin, au Québec, la Fondation estrienne en environnement organise annuellement le Gala des Prix d'excellence en environnement des Cantons-de-l'Est, où des entreprises, citoyens et municipalités sont récompensés pour leurs initiatives environnementales inspirantes. Même si ce concours honore des efforts de développement durable au sens large, plusieurs des projets récipiendaires touchent la conservation de la biodiversité. (Caron, 2019)

Les prix remis aux entreprises peuvent donc servir d'incitatifs pour les encourager à se dépasser en matière de conservation de la biodiversité.

En bref, le chapitre 3 a permis de mettre en évidence les différents moyens de conservation de la biodiversité à la portée des entreprises. Or, cela peut être un défi pour elles de choisir les plus adaptés à leur contexte. En effet, les multiples options à la disposition des compagnies peuvent mener à la confusion; leur manque de connaissances sur le sujet peut également être un obstacle et il peut être complexe pour les entreprises de concilier les divers enjeux qu'elles souhaitent traiter. Le chapitre 4 explore de plus près les enjeux auxquels les moyens se rapportent, en plus de faire ressortir la manière la plus pertinente pour les entreprises de contribuer à la conservation de la biodiversité en vue de les outiller dans leur prise de décision.

## **4. L'ANALYSE DES MOYENS DE CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ**

Dans ce chapitre, les étapes de la démarche méthodologique sont d'abord détaillées. Ensuite, une première analyse est réalisée pour déterminer les enjeux auxquels chaque moyen de conservation de la biodiversité permet de répondre, suivie d'une analyse d'adéquation des différents moyens selon le contexte de l'entreprise. Les résultats des deux analyses sont combinés pour mettre en lumière la pertinence des moyens de conservation de la biodiversité en fonction des enjeux auxquels ils répondent. Enfin, les limites de la démarche méthodologique sont évoquées.

### **4.1 La démarche méthodologique**

Dans un premier temps, 11 enjeux sont sélectionnés et regroupés selon quatre thématiques. Dans un deuxième temps, les entreprises sont catégorisées en type selon leur taille et leur secteur d'activités, et trois filtres sont élaborés en vue d'évaluer la pertinence des moyens de conservation de la biodiversité. Finalement, le croisement entre les enjeux et la pertinence des moyens selon le type d'entreprise est détaillé.

#### **4.1.1 Les enjeux auxquels les moyens de conservation de la biodiversité répondent**

Tout d'abord, le choix des enjeux se fait en deux étapes. Ces derniers sont regroupés sous les quatre thématiques de la norme BNQ 21000 : transversale, économique, sociale et environnementale. Tel que mentionné précédemment, la norme BNQ 21000 est un cadre de référence en développement durable qui a été adoptée au Québec et qui intègre les 16 principes de la *Loi sur le développement durable*. En ce sens, elle s'applique pertinemment au contexte des entreprises québécoises et permet une analyse compréhensive, puisqu'elle couvre une multitude d'enjeux. Premièrement, huit enjeux, tirés de la norme BNQ 21000 et ayant un lien de près ou de loin avec les moyens de conservation de la biodiversité, sont retenus. Ce sont donc des enjeux auxquels le recours à certains des moyens de conservation pourraient répondre. En ce sens, les conditions de travail, la santé et la sécurité au travail et l'éthique des affaires, par exemple, sont exclus, puisqu'une contribution à la conservation de la biodiversité de la part de l'entreprise n'a pas d'effets significatifs sur ces enjeux.

Deuxièmement, trois enjeux sont ajoutés en vue d'assurer une analyse plus complète des moyens de conservation de la biodiversité. Pour la thématique économique, l'enjeu de la visibilité est inclus, puisqu'il encourage les entreprises à démontrer un engagement environnemental. En effet, les compagnies font souvent de la publicité pour souligner leur contribution positive à l'environnement en vue de rehausser

leur image de marque. Il est donc probable que cet enjeu soit touché par les moyens de conservation de la biodiversité. Pour ce qui est de la thématique environnementale, la norme BNQ 21000 présente différents enjeux, notamment l'eau, les gaz à effet de serre et la pollution. Tel que spécifié au chapitre 3, l'enjeu 4.6 de la gestion de l'impact environnemental local touche le plus directement la conservation de la biodiversité. Il évalue si une compagnie tient compte de la biodiversité et promeut sa préservation au sein de ses pratiques d'entreprises. Par contre, la conservation de la biodiversité étant le point focal de cet essai, deux enjeux plus spécifiques ont été élaborés. D'abord, l'enjeu de la conservation de la biodiversité due à un changement des pratiques commerciales régulières évalue si un moyen de conservation résulte en une mitigation des conséquences, soit une réduction à la source des effets néfastes sur les espèces vivantes et les écosystèmes. Il s'agit d'actions mises en place par les entreprises en amont, comme BNP Paribas qui exclut de son portefeuille les compagnies associées au commerce de filets dérivants de plus de 2,5 kilomètres de long ou d'espèces animales ou végétales menacées d'extinction. Par ailleurs, l'enjeu de la conservation de la biodiversité grâce à des actions additionnelles aux pratiques commerciales peut être indirectement liées aux activités régulières. Ainsi, les entreprises misent sur la compensation au sens large, c'est-à-dire qui n'origine pas d'obligations légales. En d'autres mots, les compagnies posent une action en faveur de la conservation de la biodiversité en vue de contrebalancer un dommage causé au préalable. Dans certains cas, il peut s'agir de contribution financière, comme la Fondation Hydro-Québec pour l'environnement, qui a financé un projet de restauration et de mise en valeur des berges du lac des Battures dans l'arrondissement de Verdun. Dans d'autres cas, il peut s'agir de soutien technique qui ne modifie pas les pratiques commerciales d'une entreprise, tel que le prêt de machinerie pour des travaux de restauration.

Le tableau 4.1 présente les enjeux selon chaque thématique. Il est important de noter qu'il ne s'agit, en aucun sens, d'une liste exhaustive. Ce sont plutôt les plus pertinents relativement aux moyens de conservation présentés dans cet essai.

Suite à cette sélection, chaque moyen de conservation de la biodiversité est analysé, à la sous-section 4.2.1, selon les 11 enjeux pour identifier ceux auxquels il se rapporte. Les informations et exemples présentés au chapitre 3 sont utilisés afin d'orienter cette partie de l'analyse. Plus spécifiquement, dans chaque cas, la question suivante est posée : « Est-ce que le moyen de conservation permet de répondre à l'enjeu? ».

**Tableau 4.1 Les 11 enjeux sélectionnés** (inspiré de : BNQ 21000, 2011a)

Thématique	Enjeu	Description
Transversale	Stratégie de l'entreprise	-Cadre de référence guidant l'entreprise dans ses activités quotidiennes et sa prise de décision
	Responsabilité sur les services et produits	-Engagement de l'entreprise à concevoir des produits et des services de qualité qui minimisent la consommation de ressources ainsi que les effets négatifs sur l'environnement
	Gouvernance	-Ensemble de dispositions légales, réglementaires ou de pratiques qui encadrent le pouvoir des dirigeants de l'entreprise -Transparence et volonté de concilier les intérêts de l'ensemble des parties prenantes dans la prise de décision
Économique	Pratiques d'investissements	-Situation économique et financière -Décisions d'investissements
	Pratiques d'achat et d'approvisionnement	-Choix des fournisseurs et autres sous-traitants -Stratégie de partenariat avec les approvisionneurs
	Développement local	-Impact sur la création de richesse, l'amélioration de la qualité de vie de la communauté et la création d'emplois directs -Participation dans le développement économique régional
	Visibilité <sup>1</sup>	-Stratégie de communication : publicité, image de marque, relations publiques
Sociale	Développement des compétences	-Développement de l'employabilité du personnel
	Participation et relations de travail	-Mobilisation et responsabilisation des employés dans les divers projets et tâches -Participation active des employés à l'amélioration de la performance organisationnelle et des relations de travail
Environnementale	Conservation de la biodiversité due à un changement des pratiques commerciales régulières <sup>1</sup>	-Réduction à la source des effets sur les espèces vivantes et les écosystèmes
	Conservation de la biodiversité grâce à des actions additionnelles aux pratiques commerciales <sup>1</sup>	-Effets sur la biodiversité pris en compte à la fin, indépendamment des pratiques commerciales

<sup>1</sup> Contrairement aux autres enjeux présentés, ceux-ci ne figurent pas dans la norme BNQ 21000. Ils ont été ajoutés afin de permettre une analyse plus adaptée au contexte de cet essai.

#### 4.1.2 L'adéquation entre les moyens et les types d'entreprises

Par la suite, les entreprises sont, dans un premier temps, catégorisées selon la taille et le secteur d'activités pour obtenir différents types. Dans un deuxième temps, trois filtres sont élaborés en vue de déterminer le niveau de pertinence des moyens de conservation de la biodiversité.

Pour commencer, pour ce qui est de la taille, il y a d'une part les petites et moyennes entreprises (PME) et, d'autre part, les grandes compagnies. Pour les besoins de cette analyse, les PME sont définies comme « des exploitations commerciales comptant moins de 500 employés et ayant des revenus annuels inférieurs à 50 millions de dollars » (Gouvernement du Canada, 2007). Ainsi, elles opèrent généralement à une échelle locale, comparativement aux grandes entreprises qui peuvent avoir une portée internationale. Il est à noter qu'il était plus difficile de présenter des exemples provenant de PME au chapitre 3, puisque ces dernières publient rarement des rapports annuels et qu'elles possèdent une stratégie de communication plus limitée.

Pour ce qui est du secteur d'activités, il y a d'abord les compagnies dont les activités commerciales sont directement liées à la biodiversité, notamment celles de l'industrie agricole, énergétique, minière et forestière. Par la suite, il y a les entreprises qui touchent la biodiversité de manière indirecte, comme celles du secteur alimentaire et financier. Enfin, il y a les compagnies dont les activités n'ont à peu près aucun lien avec la biodiversité, par exemple celles du secteur de la technologie, des télécommunications et de la santé, de même que les centres sportifs. Selon cette catégorisation, six types sont définis, tel que démontré au tableau 4.2. Des exemples de compagnies québécoises sont fournis pour chacun.

**Tableau 4.2 Les six types d'entreprises selon la taille et le secteur d'activités**

	<b>Activités directement liées à la biodiversité</b>	<b>Activités indirectement liées à la biodiversité</b>	<b>Activités sans lien à la biodiversité</b>
<b>PME</b>	<b>Type 1</b> Ferme des Quatre-Temps Produits forestiers Temrex	<b>Type 3</b> La Petite Bretonne Aliments naturels Tau	<b>Type 5</b> Epiderma Nautilus Plus
<b>Grandes entreprises</b>	<b>Type 2</b> Hydro-Québec Produits forestiers Résolu	<b>Type 4</b> Cargill TD Canada Trust	<b>Type 6</b> Rogers Québecor



Même si les types 5 et 6 englobent un grand nombre d'entreprises québécoises, dans le cadre de cet essai, le choix a été fait de limiter l'analyse aux entreprises dont les activités sont directement ou indirectement liées à la biodiversité.

Une fois cette catégorisation réalisée, chaque moyen est évalué selon trois filtres afin de déterminer un niveau de pertinence : la conservation de la biodiversité, le secteur d'activités et la taille de l'entreprise. Plus spécifiquement, les moyens de conservation sont passés à travers ces filtres, l'objectif étant d'évaluer les moyens les moins appropriés et de faire ressortir les plus pertinents. À cette fin, les niveaux de pertinence faible, moyen et élevé sont utilisés.

Le premier filtre porte sur la conservation de la biodiversité. Lorsqu'un moyen y contribue à travers un changement directement lié à aux pratiques commerciales régulières, un niveau de pertinence élevé est assigné, étant donné qu'il s'agit d'une réduction à la source des effets néfastes sur les espèces vivantes et les écosystèmes. Pour les moyens qui contribuent à conservation de la biodiversité grâce à des actions additionnelles aux pratiques commerciales, une pertinence moyenne leur est attribuée, puisqu'ils traitent le problème après coup. Puisque le premier filtre permet de déterminer si la conservation de la biodiversité se fait en amont ou en aval, une pertinence faible n'est pas applicable dans ce cas.

Le second filtre est celui du secteur d'activités et le troisième est celui de la taille. Si un moyen de conservation de la biodiversité peut être intégré à la stratégie commerciale d'une entreprise, indépendamment de la spécialisation ou de la taille de cette dernière, un niveau de pertinence élevé est attribué. Si le secteur d'activités ou la taille d'une compagnie font en sorte que le moyen s'applique, mais que sa contribution à la conservation de la biodiversité est limitée, une pertinence moyenne est accordée. Dans le cas où la spécialisation ou taille d'une entreprise empêchent complètement l'intégration du moyen de conservation de la biodiversité à la stratégie commerciale, une pertinence faible est assignée.

En passant à travers les trois filtres, si un moyen de conservation de la biodiversité se voit attribuer des niveaux de pertinence différents pour un même type, le niveau le plus restrictif sera déterminant. Par exemple, si pour la conservation de la biodiversité et le secteur d'activités, un moyen est alloué une pertinence élevée, et que pour la taille, il obtient une pertinence faible, ce dernier niveau correspondra au résultat final.

#### **4.1.3 Le croisement entre les enjeux et les types d'entreprises**

Enfin, un croisement est fait entre les résultats de la première analyse et ceux de l'analyse d'adéquation. Ainsi, pour les quatre types d'entreprises, la pertinence des moyens de conservation de la biodiversité est mise en lumière en fonction des enjeux auxquels ils répondent.

#### **4.2 L'analyse et les résultats**

D'abord, les moyens de conservation de la biodiversité sont analysés selon les enjeux auxquels ils permettent de répondre. Ensuite, la pertinence des moyens de conservation de la biodiversité est évaluée selon types d'entreprises. Finalement, un croisement entre les enjeux et les types d'entreprises est effectué pour chaque moyen.

##### **4.2.1 Les enjeux auxquels les moyens de conservation de la biodiversité répondent**

Une première analyse est effectuée dans cette section pour déterminer en quoi chacun des moyens de conservation de la biodiversité répond aux 11 enjeux sélectionnés. Ainsi, le tableau 4.3 présente les enjeux auxquels chaque moyen se rapporte, jumelée à une brève explication.

##### **Souscrire à des normes et référentiels**

Les normes et référentiels servent de cadre de référence guidant les entreprises. Ils répondent donc à l'enjeu de la stratégie de l'entreprise, comme Hydro-Québec qui a jumelé chacune des 12 stratégies de son Plan de développement durable 2020-2024 à une cible des ODD. En ce qui a trait à l'enjeu de la visibilité, souscrire à des normes et référentiels peut être utilisé comme outil promotionnel, particulièrement dans le cas des ODD et de la GRI, étant donné qu'ils sont très répandus et reconnus à l'internationale. Sous la thématique environnementale, le degré de réponse à l'enjeu de la conservation de la biodiversité dépendra des actions associées aux cibles de conservation qui sont mises en place par les compagnies.

##### **Obtenir des certifications et devenir membre de tables rondes liées aux pratiques commerciales**

Les certifications et tables rondes liées aux pratiques commerciales touchent l'enjeu de la responsabilité sur les services et produits, puisque les entreprises qui y souscrivent sont tenues de concevoir des produits et des services de qualité qui minimisent la consommation de ressources ainsi que les impacts négatifs sur

**Tableau 4.3 Les enjeux auxquels chaque moyen de conservation de la biodiversité répond**

	<b>Normes et référentiels</b>	<b>Certifications, tables rondes</b>	<b>Autres certifications</b>	<b>Partenariats</b>	<b>Philanthropie</b>	<b>Pratiques commerciales</b>	<b>Prix d'excellence</b>
<b>Transversale</b>							
Stratégie de l'entreprise	X						
Responsabilité sur les services et produits		X				X	
Gouvernance		X					
<b>Économique</b>							
Pratiques d'investissements					X	X	
Pratiques d'achat et d'approvisionnement		X				X	
Impact sur le développement local		X	X	X	X	X	
Visibilité	X	X	X	X	X	X	X
<b>Sociale</b>							
Développement des compétences		X	X	X	X	X	
Participation et relations de travail		X	X	X	X	X	
<b>Environnementale</b>							
Conservation de la biodiversité due à un changement des pratiques commerciales régulières	X	X				X	
Conservation de la biodiversité grâce à des actions additionnelles aux pratiques commerciales	X		X	X	X		X

la biodiversité. En parallèle, ce moyen répond à l'enjeu de la gouvernance, puisqu'il encourage la transparence des compagnies dans leur modèle d'affaires. En effet, afin d'obtenir une de ces certifications ou d'être membres de ces tables rondes, les entreprises doivent démontrer leur conformité à des critères strictes en matière de conservation de la biodiversité. Ce moyen incite également les compagnies à concilier les intérêts de l'ensemble des parties prenantes dans la prise de décision. Pour ce qui est de la thématique économique, obtenir des certifications et devenir membre de tables rondes répondent tous deux à l'enjeu des pratiques d'achat et d'approvisionnement, en visant une intégration de la conservation de la biodiversité tout au long du processus. Il y a aussi l'enjeu du développement local qui est touché, puisque les producteurs et fournisseurs de ces entreprises sont inclus et affectés par les actions découlant de ces certifications et tables rondes. Rappelons l'exemple de la RSPO, qui réunit les parties prenantes de l'industrie de l'huile de palme et compte plus de 4 000 membres dans le monde, représentant tous les maillons de la chaîne d'approvisionnement. Par ailleurs, étant donné que ces certifications et tables rondes sont reconnues et qu'elles comprennent une multitude d'acteurs, cela augmente la visibilité des compagnies qui en sont membres. Pour la thématique sociale, les enjeux du développement de compétences et de la participation au travail sont touchés. En effet, les actions menées par les entreprises pour obtenir ces certifications et être membres de ces tables rondes impliquent la responsabilisation des employés pour divers tâches et projets. En ce qui a trait à la thématique environnementale, ce moyen répond à l'enjeu de la conservation de la biodiversité due à un changement des pratiques commerciales régulières, puisque les actions découlant de ces certifications et tables rondes touchent directement la chaîne d'approvisionnement.

### **Adopter d'autres certifications liées à la conservation de la biodiversité**

Pour la thématique économique, adopter d'autres certifications relatives à la conservation offre une visibilité aux entreprises à travers la certification d'un tiers parti. En effet, les compagnies peuvent démontrer leur engagement envers la biodiversité en assurant à leurs parties prenantes que les actions qu'elles ont entamées à cet égard sont conformes aux exigences d'un organisme de conservation. Également, ce moyen de conservation répond à l'enjeu du développement local, puisque les actions des entreprises sont souvent élaborées conjointement avec des acteurs du milieu, que ce soit des organismes de conservation ou d'autres organisations. Pour la thématique sociale, les actions menées par les entreprises pour obtenir ces autres certifications touchent les enjeux du développement des compétences des employés en matière de conservation de la biodiversité, de même que la participation au travail. En

effet, le personnel est sollicité pour l'implantation de projets, ainsi que pour le suivi et l'évaluation. Rappelons le cas de Bacardi Bottling Corporation, qui implique ses employés dans la mise en œuvre et le suivi de projets liés à la certification du WHC. Pour la thématique environnementale, la conservation de la biodiversité associée aux autres certifications est additionnelle aux pratiques commerciales régulières. En d'autres mots, les actions des entreprises découlant de ces autres certifications ne sont pas directement liées à leurs activités quotidiennes. Pour reprendre l'exemple de Bacardi, dont les opérations reposent sur la mise en marché de spiritueux, les projets de conservation de la biodiversité mis en place ne sont que des compléments qui n'affectent pas ses activités commerciales régulières.

### **Créer des partenariats**

Puisque créer des partenariats implique une collaboration avec plusieurs acteurs, ce moyen a le potentiel de répondre à l'enjeu économique du développement local. C'est le cas de la collaboration entre SC Johnson et Conservation International pour la plantation d'arbres en Amazonie, qui implique la participation de l'Association Caatinga, un acteur local. Toujours sous la thématique économique, les partenariats donnent une visibilité aux entreprises en les faisant connaître à travers le réseau de leurs partenaires, en plus de leur offrir une opportunité promotionnelle pour démontrer leur engagement envers la biodiversité. C'est le cas de Domtar, qui a collaboré avec CNC pour la création d'un couloir vert grâce à une servitude de conservation forestière sur la réserve naturelle des Montagnes-Vertes. Souvent, la création de partenariats contribue à l'enjeu social du développement des compétences, en renforçant l'expertise des employés d'une compagnie en matière de conservation de la biodiversité, étant donné qu'ils se retrouvent à travailler avec un spécialiste en la matière, souvent un organisme de conservation. Les partenariats touchent également l'enjeu social de la participation au travail à travers la responsabilisation des employés dans les divers projets et tâches qui en découlent. Pour ce qui est de la thématique environnementale, ce moyen de conservation de la biodiversité répond à l'enjeu de la conservation de la biodiversité, grâce à des actions additionnelles aux pratiques commerciales, comme le Loblaw's Water Fund, qui finance des projets de surveillance et de restauration des habitats d'eau douce.

### **Favoriser la philanthropie**

Ce moyen de conservation de la biodiversité est intimement lié à l'enjeu des pratiques d'investissements. En effet, les compagnies prennent la décision de contribuer du capital financier ou humain pour la biodiversité, au lieu d'investir ces ressources ailleurs. Favoriser la philanthropie occasionne des bénéfices

pour le développement local, soit par le biais de contribution financière à des organismes de conservation ou du bénévolat au sein d'organisations communautaires. Dans le cas du bénévolat corporatif, cela répond également aux enjeux sociaux du développement des compétences des employés et de leur participation au travail. En effet, les employés se retrouvent à poser des gestes concrets pour la conservation de la biodiversité, notamment des activités de nettoyage ou des plantations d'arbres, lesquels impliquent un certain niveau de sensibilisation environnementale. À titre d'exemple, le programme les Journées des arbres TD offre une opportunité de bénévolat corporatif à ses employés en les sensibilisant à une problématique environnementale. Par ailleurs, favoriser la philanthropie est une opportunité pour les entreprises d'augmenter leur visibilité. D'un côté, elles se font connaître par l'organisme auquel elles donnent de l'argent ou du temps. De l'autre, elles peuvent utiliser leur contribution philanthropique comme une publicité pour démontrer leur engagement envers la biodiversité auprès de leurs diverses parties prenantes. Pour ce qui est de la thématique environnementale, la conservation de la biodiversité se fait sans nécessiter de changement aux pratiques commerciales régulières. La philanthropie découle d'activités qui n'affectent pas directement le *business as usual* des entreprises, telles que le financement de projets de restauration, les nettoyages ou la plantation d'arbres.

### **Modifier les pratiques commerciales**

Sous la thématique transversale, modifier les pratiques commerciales répond à l'enjeu de la responsabilité sur les services et produits, puisqu'à travers ce moyen, les entreprises peuvent miser sur la qualité de leur offre en vue de minimiser les conséquences négatives sur la biodiversité, comme les portefeuilles de BNP Paribas. Pour ce qui est de la thématique économique, tout changement aux pratiques commerciales des entreprises touche l'enjeu des pratiques d'investissements, étant donné que la situation financière des compagnies est directement associée à ses activités quotidiennes. En ce sens, si une compagnie décide d'opter pour un fournisseur soucieux de la biodiversité et qui, par conséquent, offre des produits plus dispendieux, cela affectera sans doute les finances de l'entreprise. Toujours sous la thématique économique, les compagnies peuvent toucher l'enjeu des pratiques d'achat et d'approvisionnement en collaborant avec leurs fournisseurs pour limiter les impacts de la chaîne d'approvisionnement sur la biodiversité. C'est le cas de Cargill, qui soutient des agriculteurs dans l'adoption de pratiques d'agriculture régénératrice. Souvent, de telles actions se traduisent par des retombées positives dans les communautés où ces compagnies opèrent, telles que Natura avec son projet de compensation Circular Carbon, en plus de favoriser des partenariats avec des ONG, des universités ou des institutions. Ainsi, ce moyen de

conservation de la biodiversité répond à l'enjeu de l'impact sur le développement local. Par ailleurs, il offre une plus grande visibilité aux entreprises. D'une part, les compagnies se font connaître par l'entremise de partenariats qu'elles développent à l'échelle locale pour aligner leurs pratiques commerciales avec la conservation de la biodiversité. D'autre part, ces changements à leurs activités régulières leur offrent une opportunité publicitaire pour démontrer leur engagement envers la biodiversité auprès de leurs parties prenantes. Pour la thématique sociale, ce moyen touche aux enjeux du développement des compétences et de la participation au travail. La modification de certaines pratiques commerciales pour tenir compte de la biodiversité ne peut pas survenir sans le travail d'employés assignés à cette tâche. Une responsabilisation du personnel en découle, laquelle est intimement liée au développement de leurs compétences. En ce qui a trait à la thématique environnementale, en assurant une considération pour la conservation de la biodiversité au niveau des pratiques commerciales, les entreprises peuvent réduire à la source les conséquences négatives de leurs activités régulières. En effet, elles ciblent les pratiques dommageables pour les espèces vivantes et les écosystèmes et tentent d'adopter des façons de faire pour amoindrir ces conséquences.

#### **Faire reconnaître les initiatives porteuses par des prix d'excellence**

Les prix d'excellence sont une forme de reconnaissance qui découle d'autres moyens de conservation favorisés par les entreprises. Ces mentions d'excellence touchent donc à l'enjeu de la visibilité, puisqu'elles font connaître les compagnies à travers l'organisme qui les octroie, mais également en positionnant les entreprises comme des champions en conservation de la biodiversité. Sous la thématique environnementale, les prix d'excellence, en tant que tels, n'affectent pas les pratiques commerciales régulières des entreprises; ce sont plutôt les actions pour lesquelles les prix sont octroyés qui contribuent à la conservation de la biodiversité.

#### **4.2.2 L'adéquation entre les moyens et les types d'entreprises**

Le tableau 4.4 présente le niveau de pertinence des moyens de conservation de la biodiversité selon le type d'entreprises. S'ensuit une explication plus détaillée relative à chacun des types. Les résultats de cette analyse démontrent qu'il y a davantage de différence, en termes de pertinence des moyens de conservation de la biodiversité, entre la taille des entreprises que le secteur d'activités.

**Tableau 4.4 Le niveau de pertinence de chaque moyen de conservation de la biodiversité selon le type d'entreprises**

	Type 1	Type 2	Type 3	Type 4
<b>Normes et référentiels</b>	Faible	Élevé	Faible	Élevé
<b>Certifications et tables rondes</b>	Faible	Élevé	Faible	Moyen
<b>Autres certifications</b>	Moyen	Moyen	Moyen	Moyen
<b>Partenariats</b>	Moyen	Moyen	Moyen	Moyen
<b>Philanthropie</b>	Moyen	Moyen	Moyen	Moyen
<b>Pratiques commerciales</b>	Élevé	Élevé	Élevé	Élevé
<b>Prix d'excellence</b>	Faible	Moyen	Faible	Moyen

### Type 1

Les entreprises de type 1 sont des PME dont les activités affectent directement la biodiversité. Au Québec, les exemples incluent la Ferme des Quatre-Temps et les Produits forestiers Temrex. Elles peuvent contribuer à la conservation de la biodiversité à travers un changement directement lié à leurs activités en modifiant les pratiques commerciales comme moyen de conservation de la biodiversité. Par exemple, la ferme des Quatre-Temps privilégie une culture en rotation pour produire des légumes biologiques. Comme moyen de conservation de la biodiversité, modifier les pratiques commerciales a donc un niveau de pertinence élevé.

Par ailleurs, les entreprises de type 1 peuvent se tourner vers les autres certifications en implantant des initiatives pour la biodiversité, comme des projets de restauration si elles possèdent des terrains, ou des activités d'éducation relative à la conservation. Elles peuvent également s'impliquer de façon bénévole au sein d'organismes de conservation. C'est une opportunité pour elles de contribuer à la conservation de la biodiversité en dehors de leurs pratiques commerciales. Créer des partenariats est également une avenue possible pour les entreprises qui possèdent des terrains pouvant être aménagés. Elles peuvent collaborer avec un organisme de conservation et opter pour la conservation volontaire. Favoriser la philanthropie peut aussi être une option, si les entreprises de type 1 ont la possibilité de verser une partie de leurs profits à des organismes de conservation. Par contre, ces trois moyens ont des effets modérés sur la conservation de la biodiversité vu la taille de ces entreprises. De plus, la conservation de la biodiversité est possible grâce à des actions additionnelles aux pratiques commerciales, le niveau de pertinence pour l'adoption d'autres certifications, la création de partenariats et la contribution à la philanthropie est donc moyen.



Souscrire aux normes et référentiels est moins pertinent, puisque les entreprises de type 1 ne publient pas de rapports annuels. Tout au plus, et de manière plus informelle, la conservation de la biodiversité peut être incluse dans l'énoncé d'engagement de l'entreprise ou dans sa mission et ses valeurs. En ce qui a trait à obtenir des certifications et devenir membre de tables rondes, ces moyens semblent moins adaptés aux entreprises de type 1, étant donné que l'ampleur de leur chaîne d'approvisionnement est limitée et qu'elles possèdent peu de parties prenantes. Il en est de même pour les prix d'excellence, qui sont plus susceptibles d'être octroyés aux projets d'envergure des grandes entreprises. Pour ces trois moyens de conservation de la biodiversité, le niveau de pertinence est donc faible.

## **Type 2**

Les entreprises de type 2 correspondent à des compagnies avec un grand nombre d'employés et des revenus annuels importants, dont le secteur d'activités est directement en lien avec la biodiversité. À titre d'exemple, Hydro-Québec et les Produits forestiers Résolu figurent dans cette catégorie. Souscrire à des normes et référentiels, obtenir des certifications et devenir membre de tables rondes, ainsi que modifier les pratiques commerciales sont les trois moyens permettant de contribuer à la conservation de la biodiversité à travers les activités régulières des entreprises. Souscrire aux normes et référentiels peut être un point de départ servant de cadre de référence pour guider la stratégie des entreprises de type 2 en termes de conservation de la biodiversité. Il est toutefois essentiel que des actions concrètes y soient associées, comme dans le cas du plan de développement durable d'Hydro-Québec. Au niveau des certifications et tables rondes, lorsqu'applicable, les entreprises de types 2 ont un rôle important à jouer, puisque leurs activités sont directement liées au produit faisant l'objet des certifications et tables rondes. Cela dépend toutefois de la compagnie. Par exemple, ce moyen n'est pas pertinent pour Hydro-Québec, car il n'existe pas de certifications et tables rondes au Québec pour l'industrie énergétique. Il est toutefois beaucoup plus approprié pour Produits forestiers Résolu. Bien évidemment, prendre en considération la biodiversité au niveau des pratiques commerciales peut aussi être porteur pour les entreprises de ce type. Encore une fois, cela leur permet de miser sur la prévention des effets néfastes sur la biodiversité, au lieu d'être en correction. Ces trois moyens de conservation de la biodiversité ont donc un niveau de pertinence élevé.

Par ailleurs, les entreprises de type 2 peuvent adopter d'autres certifications, créer des partenariats, favoriser la philanthropie et faire reconnaître les initiatives porteuses par des prix d'excellence. La

conservation de la biodiversité se fait ainsi grâce à des actions additionnelles aux pratiques commerciales. Bien que leur niveau de pertinence soit moyen, ils offrent un complément aux autres moyens de conservation de la biodiversité. Pour intégrer les autres certifications à leur stratégie commerciale, les entreprises de type 2 peuvent implanter des initiatives pour la biodiversité, comme des projets de restauration, si elles possèdent des terrains, ou des activités d'éducation relative à la conservation. Elles peuvent aussi faire du bénévolat au sein d'organismes de conservation. Pour leur part, la création de partenariats est une option intéressante pour la majorité des entreprises de type 2. C'est une opportunité pour les compagnies de mettre de l'avant leur expertise en collaborant avec des organismes de conservation pour les soutenir dans leur mission. Favoriser la philanthropie peut également être envisagée, que ce soit à travers une contribution financière ou du bénévolat, puisque les entreprises de type 2 ont des revenus importants et un grand nombre d'employés. Enfin, selon les actions de conservation de la biodiversité mises en place, il est possible pour ces grandes entreprises de déposer leur candidature pour se voir octroyer des prix d'excellence.

### **Type 3**

Les entreprises de type 3 sont des PME dont les activités touchent indirectement la biodiversité, telles que la compagnie de distribution alimentaire La Petite Bretonne et les épiceries Aliments naturels Tau. Modifier les pratiques commerciales a un niveau de pertinence élevé, similairement aux entreprises de type 1. Lorsque les entreprises de type 3 intègrent la conservation de la biodiversité au niveau de leurs pratiques commerciales, cela se fait plutôt à travers leur chaîne d'approvisionnement, par exemple en choisissant des producteurs d'agriculture biologique.

Pour ce qui est d'adopter d'autres certifications, de créer des partenariats et de favoriser la philanthropie, le niveau de pertinence est moyen, comme pour les entreprises de type 1, étant donné que la conservation de la biodiversité est possible grâce à des actions additionnelles aux pratiques commerciales.

Pour leur part, souscrire aux normes et référentiels, obtenir des certifications et devenir membre de tables rondes, de même que faire reconnaître les initiatives porteuses par des prix d'excellence se voient allouer une pertinence faible pour les entreprises de type 3, similairement à celles de type 1, vu leur taille.

#### **Type 4**

Les entreprises de type 4 sont de grandes compagnies dont les activités affectent indirectement la biodiversité, telles que Cargill et la banque TD Canada Trust. Pour les certifications et tables rondes, elles peuvent être intégrées à la stratégie commerciale des entreprises de type 4, mais leur pertinence est moins significative pour ces dernières, considérant leur éloignement dans la chaîne d’approvisionnement du produit certifié en question. De plus, la spécialisation de la compagnie est un facteur important à considérer. Pour les institutions financières, par exemple, obtenir des certifications et devenir membres de tables rondes ne sont aucunement pertinents, comparativement aux compagnies alimentaires. Une pertinence moyenne est donc attribuée à ce moyen de conservation de la biodiversité.

Pour le reste des moyens de conservation de la biodiversité, la pertinence de ceux-ci pour les entreprises de type 4 correspond à celles de type 2, compte tenu de leur taille.

#### **4.2.3 Le croisement entre les enjeux et les types d’entreprises**

Une fois les moyens de conservation de la biodiversité les plus pertinents mis en lumière, il est possible d’intégrer les enjeux traités à la section 4.2 pour les lier aux quatre types d’entreprises. Tel que le démontre les résultats du tableau 4.4, un lien existe entre la pertinence des moyens et la taille des entreprises. Pour les types 1 et 3, les résultats sont les mêmes, tandis que pour les types 2 et 4, ils sont très similaires. En ce sens, le tableau 4.5 présente les enjeux auxquels chaque moyen de conservation de la biodiversité permet de répondre, en fonction de la pertinence pour les entreprises de types 1 et 3. Similairement, le tableau 4.6 présente les enjeux pour les entreprises de types 2 et 4.

Les résultats des tableaux 4.5 et 4.6 démontrent qu’en choisissant les moyens de conservation de la biodiversité à pertinence élevée, les entreprises ont également la possibilité de toucher à des enjeux sous les quatre thématiques. En ce sens, les bénéfices découlant d’une contribution à la préservation des espèces vivantes et des écosystèmes se reflètent autant sur les plans transversal, économique, social et environnemental, permettant ainsi aux compagnies de se dépasser en termes de RSE.

**Tableau 4.5 Les enjeux favorisés pour les entreprises de types 1 et 3**

	Normes et référentiels	Certifications, tables rondes	Autres certifications	Partenariats	Philanthropie	Pratiques commerciales	Prix d'excellence
<b>Transversale</b>							
Stratégie de l'entreprise	X						
Responsabilité sur les services et produits		X				X	
Gouvernance		X					
<b>Économique</b>							
Pratiques d'investissements					X	X	
Pratiques d'achat et d'approvisionnement		X				X	
Développement local		X	X	X	X	X	
Visibilité	X	X	X	X	X	X	X
<b>Sociale</b>							
Développement des compétences		X	X	X	X	X	
Participation et relations de travail		X	X	X	X	X	
<b>Environnementale</b>							
Conservation de la biodiversité due à un changement des pratiques commerciales régulières	X	X				X	
Conservation de la biodiversité grâce à des actions additionnelles aux pratiques commerciales	X		X	X	X		X

X : pertinence élevée

X : pertinence moyenne

X : pertinence faible

**Tableau 4.6 Les enjeux favorisés pour les entreprises de types 2 et 4**

	Normes et référentiels	Certifications, tables rondes	Autres certifications	Partenariats	Philanthropie	Pratiques commerciales	Prix d'excellence
<b>Transversale</b>							
Stratégie de l'entreprise	X						
Responsabilité sur les services et produits		X - X <sup>1</sup>				X	
Gouvernance		X - X					
<b>Économique</b>							
Pratiques d'investissements					X	X	
Pratiques d'achat et d'approvisionnement		X - X				X	
Développement local		X - X	X	X	X	X	
Visibilité	X	X - X	X	X	X	X	X
<b>Sociale</b>							
Développement des compétences		X - X	X	X	X	X	
Participation et relations de travail		X - X	X	X	X	X	
<b>Environnementale</b>							
Conservation de la biodiversité due à un changement des pratiques commerciales régulières	X	X - X				X	
Conservation de la biodiversité grâce à des actions additionnelles aux pratiques commerciales	X		X	X	X		X

<sup>1</sup>Pour les entreprises de type 2, les certifications et tables rondes ont une pertinence élevée, tandis que pour celles de type 4, le niveau de pertinence est moyen.

X : pertinence élevée

X : pertinence moyenn

### **4.3 Les limites de l'analyse**

La démarche méthodologique employée comporte certaines limites. D'abord, bien qu'une revue de littérature exhaustive ait été réalisée pour dresser le portrait des moyens de conservation de la biodiversité, il est possible qu'il y ait des informations manquantes ou imprécises. Cela s'explique par l'utilisation de données publiques, lesquelles ne sont pas toujours complètes. De plus, les exemples d'entreprises et d'initiatives exposées ne représentent qu'un échantillon. Un effort a été fait pour couvrir divers secteurs d'activités. Toutefois, il était plus difficile de présenter des exemples provenant de PME, lesquelles publient moins souvent des rapports de développement durable et possèdent une stratégie de communication plus limitée. Des catégorisations ont également été utilisées en guise de simplification. Or, une analyse avec des catégories différentes aurait pu générer d'autres résultats.

Bien que la méthode soit jugée appropriée, car les données à traiter sont qualitatives, l'analyse repose essentiellement sur l'interprétation de l'autrice. Par conséquent, elle est teintée de son niveau de connaissances du domaine des entreprises, qui est variable, et de son niveau d'expertise environnementale. Idéalement, ce type d'analyse serait effectué conjointement avec d'autres acteurs afin d'assurer des résultats plus représentatifs et nuancés. En vue de restreindre la subjectivité de l'autrice dans cet essai, les informations présentées ont été soutenues par une revue de littérature relative aux moyens de conservation de la biodiversité. De plus, l'essai était rédigé sous la supervision d'un directeur qui se spécialise dans la conservation de la biodiversité. Enfin, des collègues avec des expertises en droit et en biologie ont été consultés et ont fourni des recommandations en termes de ressources et de thèmes à explorer.

## **5. LES RECOMMANDATIONS**

Ce chapitre présente d’abord des recommandations, selon le type d’entreprises, pour faciliter l’intégration des moyens de conservation de la biodiversité à la stratégie commerciale, que ce soit leur adoption ou leur implantation. Par la suite, des suggestions pour améliorer l’efficacité de certains moyens de conservation de la biodiversité sont détaillées. Enfin, des améliorations au cadre légal sont proposées, puisqu’il demeure un outil important et complémentaire aux moyens de conservation de la biodiversité.

### **5.1 Les recommandations sur l’intégration des moyens de conservation au sein des entreprises**

Bien qu’il existe divers moyens de conservation de la biodiversité à la disposition des entreprises, leur intégration à la stratégie commerciale, au niveau de leur adoption ou de leur implantation, n’est pas toujours évidente. Pour cette raison, certaines recommandations sont présentées dans cette section selon les types d’entreprises.

#### **5.1.1 Types 1 à 4**

Tel que mentionné au chapitre 4, modifier les pratiques commerciales est le moyen le plus pertinent pour les entreprises de types 1 à 4. Pour faciliter l’adoption et l’implantation de ce moyen de conservation de la biodiversité à la stratégie commerciale, il est suggéré d’impliquer les employés. Puisque le personnel est une partie intégrante de toute entreprise, les inclure et les responsabiliser dans la mise en place des différents moyens comporte plusieurs avantages. Cela pourrait réduire les coûts en évitant à la compagnie de devoir embaucher inutilement des contracteurs. Cela pourrait également encourager l’implantation de nouveaux moyens, car les employés seraient davantage exposés à la biodiversité et développeraient un sentiment de connexion plus fort, les poussant ainsi à rechercher plus d’interactions avec celle-ci. Pour ce faire, les entreprises pourraient offrir l’opportunité à leurs employés de dédier un certain nombre de leurs heures de travail annuelles à des efforts de conservation. L’implication du personnel à de telles activités pourrait également être soulignée à travers le bulletin de nouvelles interne de l’entreprise, afin de partager les bons coups de certains et d’en inciter d’autres à participer.

Une autre recommandation, visant à faciliter l’adoption de l’ensemble des moyens de conservation de la biodiversité pour les entreprises de types 1 à 4, serait d’inclure un cours sur la conservation de la biodiversité dans les formations et les programmes d’études en administration des affaires. Quelques éléments du curriculum pourraient inclure, notamment, les concepts de base en matière d’espèces

vivantes et d'écosystèmes, les coûts et bénéfices associés à la conservation, des cas exemplaires et des activités sur le terrain. La relève serait non seulement plus sensibilisée au sujet, mais également mieux outillée pour mettre en place des actions en ce sens en milieu de travail.

Une dernière recommandation visant l'adoption de l'ensemble des moyens pour tous les types d'entreprises est la mise en place de diverses modalités financières par le gouvernement du Québec. Cela pourrait être inspiré d'initiatives similaires, comme l'obligation des compagnies québécoises d'investir au moins 1 % de leur masse salariale dans des activités de formation pour développer les compétences de leurs employés ou le 1 % for the Planet, une ONG qui encourage les entreprises à investir au moins 1 % de leurs revenus annuels dans des causes environnementales (Entreprises Québec, 2021; 1 % for the Planet, 2021). Plus spécifiquement à la conservation de la biodiversité, ces modalités financières pourraient être associées à des incitatifs financiers, tels que des crédits d'impôts pour les compagnies qui allouent un certain pourcentage de leurs revenus annuels à la cause. Outre la simple contribution financière, cela pourrait représenter le temps investi par les employés pour participer, par exemple, à des tables de concertation sur le sujet ou des activités de nettoyage.

#### **5.1.2 Types 2 et 4**

Plus spécifiquement pour les entreprises de types 2 et 4, souscrire à des normes et référentiels est le plus pertinent, de même qu'obtenir des certifications et devenir membre de tables rondes liées aux pratiques commerciales, selon le secteur d'activités. Pour faciliter l'adoption et l'implantation des normes et référentiels à la stratégie commerciale, les entreprises pourraient se tourner vers d'autres compagnies du secteur en guise d'inspiration, et pour apprendre de leurs expériences. De plus, puisque la plupart de ces cadres de référence existent depuis plusieurs années, ils offrent aux entreprises intéressées une panoplie de ressources en ligne pour les guider dans leurs démarches. Ce moyen de conservation de la biodiversité est donc l'un des plus simples à intégrer dans le modèle d'affaires.

Pour ce qui est d'obtenir des certifications et devenir membres de tables rondes, les compagnies désirant adopter ce moyen à travers leur stratégie commerciale pourraient commencer par participer aux rencontres à titre d'observateur, pour mieux comprendre le fonctionnement et l'engagement nécessaire. Ce serait également une opportunité de faire la connaissance des autres parties prenantes impliquées. De plus, puisqu'il existe une relation inverse entre la rigueur et l'adoption des certifications et tables rondes,



il pourrait être envisagé de rendre l'adhésion initiale plus accessible, puis d'augmenter la sévérité des exigences au fur et à mesure (Okereke et Stacewicz, 2018). Une fois engagées au niveau des certifications et tables rondes, les entreprises pourraient être plus enclines à se conformer à des exigences plus sévères. Cela pourrait découler de leur engagement antérieur, mais aussi du fait qu'elles seraient davantage outillées à intégrer la conservation de la biodiversité à leur modèle d'affaires, étant donné les actions qu'elles auraient déjà mises en place. Enfin, plus de publicité pourrait être faite par ces certifications et tables rondes, par exemple à travers les réseaux sociaux, en communiquant un message clair et concis, pour mieux se faire connaître des consommateurs. Cela pourrait ainsi créer plus de demande pour les produits certifiés et inciter de nouvelles entreprises à adopter ce moyen de conservation de la biodiversité.

## **5.2 Les recommandations sur les moyens de conservation de la biodiversité**

En vue de pallier certaines des faiblesses des moyens de conservation de la biodiversité présentées au chapitre 3, des suggestions pour améliorer leur efficacité sont proposées dans cette section.

En ce qui concerne les certifications et tables rondes liées aux pratiques commerciales, un manque de cohérence quant aux mesures de suivi et d'évaluation a été relevé au chapitre 3. En ce sens, il serait important de les renforcer en vue d'améliorer l'efficacité de ce moyen de conservation de la biodiversité. Des critères plus spécifiques, similaires à ceux de l'ISO 14001, pourraient être élaborés pour augmenter la cohérence au niveau du suivi et de l'évaluation, tout en facilitant le processus pour les entreprises. Cela pourrait se faire en collaboration avec l'ensemble des parties prenantes, dans une optique d'approche participative et de dialogue inclusif.

Par ailleurs, une limite était le manque de consolidation des efforts et le grand nombre de MSI pour un même secteur. Toutefois, l'objectif étant de renforcer la conservation de la biodiversité, il serait préférable de se concentrer sur la qualité au lieu de la quantité, pour éviter de diluer le facteur de reconnaissance que cela procure aux entreprises en termes de conservation de la biodiversité. De façon plus concrète, le Conseil patronal de l'environnement du Québec pourrait assumer cette responsabilité. Cette organisation parapluie encadre les entreprises québécoises pour les questions relatives à l'environnement et au développement durable (Conseil patronal de l'environnement du Québec, 2021). En ce sens, elle serait positionnée de manière stratégique pour promouvoir ce moyen de conservation de la biodiversité et consolider les efforts, étant donné les liens forts qu'elle entretient avec les compagnies.

Du côté des autres certifications, une faiblesse précédemment mentionnée était le manque de reconnaissance des sites titulaires de la Conservation Certification au sein de la communauté plus large de la conservation de la biodiversité. À cet effet, une recommandation pour améliorer l'efficacité serait, pour le WHC et les entreprises, de travailler conjointement à élaborer une stratégie de communication permettant un meilleur rayonnement des projets de conservation. Pour cela, les compagnies pourraient soutenir le WHC avec des ressources techniques (expertise avec les réseaux sociaux) ou financières (budget de communication), selon le besoin.

### **5.3 Les recommandations sur le cadre légal**

Bien que l'objectif de cet essai soit d'évaluer les différents moyens de conservation de la biodiversité à la disposition des entreprises au Québec en dehors du cadre légal, ce dernier demeure néanmoins un outil important. Tel que démontré à la section 2.2, il contribue à la conservation de la biodiversité sur les terres publiques et privées à travers diverses exigences. En vue d'améliorer certaines limites présentées à la section 2.3, quelques recommandations sont proposées.

La première suggestion serait de moderniser certains règlements en vue d'assurer une conservation de la biodiversité plus significative. Notamment, le *Règlement sur la compensation pour l'atteinte aux milieux humides et hydriques* devrait s'imposer à tous les projets qui détruisent ou endommagent des MHH, en incluant les territoires au nord du 49e parallèle, où la plupart des MHH du Québec sont d'ailleurs localisés, ce qui n'est pas le cas actuellement. Dans la même optique, puisque bon nombre des exigences légales ciblent les territoires en terres publiques, il serait conseillé de les élargir pour étendre leur application aux terres privées. Rappelons l'exemple du projet de modernisation du *Règlement sur les habitats fauniques*, qui visait l'inclusion de certains habitats en territoires privés, mais qui ne semble pas avoir été approuvé. Avec un plus grand territoire couvert par le cadre réglementaire, les entreprises seraient peut-être moins susceptibles d'aller de l'avant avec certains de leurs projets, pour éviter de devoir verser une compensation financière au Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État.

Toujours en lien avec le *Règlement sur la compensation pour l'atteinte aux milieux humides et hydriques*, il est suggéré d'ajouter un article au règlement obligeant les promoteurs à s'associer à un organisme de conservation, dans le cas où ils décident de mettre en place un projet de restauration ou de création de MHH pour remplacer la contribution financière qu'ils sont tenus de verser. Cela responsabiliserait davantage les entreprises en les engageant au niveau des efforts de conservation, au lieu de simplement

se fier sur des contracteurs pour effectuer les travaux. De plus, l'implication d'un organisme de conservation assurerait le respect d'exigences minimales en termes de conservation de la biodiversité, étant donné leur expertise dans le domaine.

Par ailleurs, un élargissement du champ d'application du cadre légal devrait aller de pair avec la mobilisation d'inspecteurs désignés qui assurerait leur application adéquate. Il est indéniable que cela susciterait des coûts plus élevés pour le gouvernement. Toutefois, cette hausse d'effectifs serait accompagnée d'une meilleure application des lois. D'une part, cela pourrait résulter en moins d'infractions au final, puisque les entreprises seraient dissuadées d'enfreindre la loi, vu la probabilité plus élevée de recevoir une sanction. De plus, un message serait envoyé aux entreprises signalant que la conservation de la biodiversité est importante pour la société, puisque le gouvernement met en place des lois et assure leur application. D'autre part, cela pourrait entraîner plus de contraventions, puisqu'il y aurait plus d'inspecteurs sur le terrain. L'argent ramassé serait toutefois versé au Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État, contribuant ainsi à des efforts de conservation de la biodiversité.

Une dernière suggestion serait d'augmenter la sévérité des lois et des règlements en vigueur, particulièrement en cas de récidive. Pour vraiment encourager les entreprises à aller de l'avant avec des projets respectueux de la biodiversité, le gouvernement devrait mettre en place des sanctions strictes. En ce sens, pour qu'elles soient prises au sérieux par les compagnies, les contraventions devraient avoir un impact significatif pouvant compromettre les retombées de leurs projets. En supposant que l'argent des contraventions serait investi dans un fonds pour la protection de l'environnement, ce serait une façon pour les entreprises de contribuer à la conservation de la biodiversité.

## CONCLUSION

Il est indéniable que les pressions d'origine humaine affectent la biodiversité. Les entreprises, qui l'impactent à travers leurs activités et qui en dépendent aussi, sont bien positionnées pour contribuer à sa conservation. Comme citoyens corporatifs, elles peuvent s'engager à travers leur RSE de façon volontaire ou légale. Bien que les lois entourant la conservation de la biodiversité soient des outils essentiels, elles définissent des exigences minimales à respecter et ne suffisent pas pour réduire la perte des espèces vivantes et des écosystèmes.

Pour cette raison, cet essai s'est concentré sur l'aspect volontaire de la RSE avec comme objectif principal le recensement et la classification des différents moyens de conservation de la biodiversité à la disposition des entreprises au Québec en dehors du cadre légal afin de mieux cerner leur portée théorique selon le type d'entreprise. Pour ce faire, les moyens les plus pertinents selon le contexte de l'entreprise, de même que les enjeux auxquels ils permettent de répondre, ont été mis en lumière à l'aide de tableaux.

Le premier objectif spécifique était de documenter le cadre légal en vigueur et les moyens de conservation de la biodiversité existants par le biais d'une revue de la littérature. Ainsi, au chapitre 2, les lois entourant la conservation de la biodiversité au Québec ont été présentées. En se basant notamment sur des faits rapportés dans l'actualité, certaines limites ont également été abordées, lesquelles ont fait l'objet de recommandations au chapitre 5. Par la suite, au chapitre 3, sept moyens de conservation de la biodiversité que les entreprises peuvent intégrer à leur modèle d'affaires ont été présentés, dont souscrire à des normes et référentiels, obtenir des certifications et devenir membre de tables rondes liées aux pratiques commerciales, adopter d'autres certifications, créer des partenariats, favoriser la philanthropie, modifier les pratiques commerciales et faire reconnaître les initiatives porteuses par des prix d'excellence. Pour chacun, des exemples de compagnies au Québec et à l'international ont été étudiés. Pour certains moyens, des faiblesses, basées sur des études menées par des experts, ont même été relevées.

Le deuxième objectif spécifique était d'analyser dans quel contexte chaque moyen de conservation de la biodiversité serait le plus approprié afin d'identifier les plus prometteurs pour les entreprises québécoises. L'analyse du chapitre 4 a d'abord permis de démontrer les différents enjeux transversaux, économiques, sociaux et environnementaux favorisés par chaque moyen de conservation de la biodiversité. De plus, une étude de la pertinence des moyens, selon le contexte de l'entreprise, a révélé que, pour les PME, modifier

les pratiques commerciales est le moyen de conservation de la biodiversité le plus approprié. Pour leur part, les grandes compagnies devraient souscrire aux normes et référentiels, obtenir des certifications et devenir membres de tables rondes, ainsi que modifier leurs pratiques commerciales. En ce sens, la taille des entreprises est un critère plus déterminant que le secteur d'activités quant à la pertinence des moyens de conservation de la biodiversité. Dans tous les cas, il est possible pour les entreprises de toucher aux enjeux des thématiques transversales, économiques, sociales et environnementales à travers l'intégration des moyens à pertinence élevée à leur stratégie commerciale.

Le dernier objectif spécifique était de suggérer des recommandations pour assurer l'intégration des moyens de conservation de la biodiversité au sein des entreprises ainsi que des améliorations au cadre légal. Ces recommandations ont été proposées au chapitre 5. Pour assurer l'adoption et l'implantation des pratiques commerciales au sein des entreprises de tous types, l'implication des employés est suggérée. Pour l'ensemble des moyens, l'inclusion du sujet dans les formations et les programmes d'administration des affaires et la mise en place de modalités financières par le gouvernement du Québec sont recommandées. Plus spécifiquement aux entreprises de types 2 et 4, pour faciliter l'intégration des normes et référentiels, il est proposé que les entreprises intéressées prennent exemples d'autres compagnies déjà engagées en ce sens. Pour l'adoption des certifications et tables rondes, il est recommandé de rendre l'adhésion initiale plus accessible et de faire davantage de promotion sur les réseaux sociaux. Par ailleurs, en vue d'améliorer l'efficacité de certains moyens de conservation de la biodiversité, quelques recommandations sont des mesures de suivi et d'évaluation plus spécifiques pour les certifications et tables rondes, de même qu'une consolidation de ces efforts sous le Conseil patronal de l'environnement du Québec. Il y a également une plus grande collaboration entre les entreprises et le WHC pour faire rayonner les projets sous la Conservation Certification. Enfin, parmi les améliorations au cadre légal comprennent l'élargissement du champ d'application de certains règlements, l'obligation de collaborer avec un organisme de conservation pour la restauration ou la création de MHH, la mobilisation d'inspecteurs désignés ainsi que l'augmentation de la sévérité des lois. L'objectif principal et les objectifs spécifiques ont donc été atteints.

Pour conclure, cet essai a permis d'évaluer les différents moyens de conservation de la biodiversité à la disposition des entreprises au Québec en dehors du cadre légal. En prenant compte des PME ainsi que des grandes compagnies touchant divers secteurs d'activités, il a été possible de tirer des conclusions larges

quant à la réalité du monde des affaires québécois. Il serait néanmoins intéressant d'étudier certaines entreprises spécifiques de plus près, en vue de nuancer davantage les résultats mis en lumière par cette recherche et de présenter des exemples plus concrets pouvant servir de cas exemplaires.

## RÉFÉRENCES

- act4nature. (2018). *Les entreprises pour la biodiversité*. [http://www.act4nature.com/wp-content/uploads/2018/07/act4nature\\_engagements\\_10-juillet-2018.pdf](http://www.act4nature.com/wp-content/uploads/2018/07/act4nature_engagements_10-juillet-2018.pdf)
- Arsenault, J. (2021). Québec verse 40 millions \$ pour bonifier la superficie d'aires protégées. <https://lactualite.com/actualites/quebec-verse-40-millions-pour-bonifier-la-superficie-daires-protgees/#:~:text=Les%2040%20millions%20%24%20vers%C3%A9s%20sur,la%20somme%20ocroy%C3%A9e%20par%20Qu%C3%A9bec>.
- Aspelin, M. (2018). Profitable conservation: Business strategies that boost your bottom line, protect wildlife, and conserve biodiversity. Gypsy Road Publishing.
- Bacardi. (2020). Bacardi in Jacksonville recognized for environmental excellence by Wildlife Habitat Council. [https://www.csrwire.com/press\\_releases/45630-bacardi-in-jacksonville-recognized-for-environmental-excellence-by-wildlife-habitat-council](https://www.csrwire.com/press_releases/45630-bacardi-in-jacksonville-recognized-for-environmental-excellence-by-wildlife-habitat-council)
- Banque de développement du Canada. (2020). Responsabilité sociale d'entreprise. <https://www.bdc.ca/fr/articles-outils/boite-outils-entrepreneur/gabarits-documents-guides-affaires/glossaire/responsabilite-sociale-d-entreprise>
- BenDor, T., Lester, T. W., Livengood, A., Davis, A., et Yonavjak, L. (2015). Estimating the size and impact of the ecological restoration economy. *PLoS ONE*, 10.
- Bennett, E. A. (2017). Who governs socially-oriented voluntary sustainability standards? Not the producers of certified products. *World Development* 91, 53–69.
- Berteaux, D., Blois, S. et Casajus, N. (2014). *Changements climatiques et biodiversité du Québec : vers un nouveau patrimoine naturel*. Presses de l'Université du Québec.
- Better Cotton Initiative. (2020). Sustainable cotton reaches 22% of global production as 2.3 million farmers receive training on improved agricultural practices. <https://bettercotton.org/sustainable-cotton-reaches-22-of-global-production-as-2-3-million-farmers-receive-training-on-improved-agricultural-practices/#:~:text=2019%20Report%20Highlights&text=Better%20Cotton%20now%20accounts%20for,total%20of%202.3%20million%20farmers>.
- BNP Paribas. (2021). Responsabilité sociale et environnementale. <https://group.bnpparibas/decouvrez-le-groupe/responsabilite-sociale-environnementale>
- Bonsucro. (2020). *Outcome Report 2019*. <http://www.bonsucro.com/wp-content/uploads/2020/06/Bonsucro-Outcome-Report-2019-1.pdf>
- Britannica. (2021). Biodiversity. <https://www.britannica.com/science/biodiversity>

- Brouwer, M. (2013). Partnerships between NGOs and companies can protect ecosystems.  
<https://www.theguardian.com/sustainable-business/partnership-ngo-companies-protect-ecosystems>
- Bureau de normalisation du Québec (BNQ). (2011a). Développement durable - Guide d'application des principes dans la gestion des entreprises et des autres organisations. BNQ 9700-021/2011.
- Bureau de normalisation du Québec (BNQ). (2011b). L'approche BNQ 21000.  
<https://www.bnq21000.qc.ca/>
- Bureau du vérificateur général du Canada. (2018). Rapport 3 – La conservation de la biodiversité.  
[https://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/parl\\_cesd\\_201804\\_03\\_f\\_42994.html](https://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/parl_cesd_201804_03_f_42994.html)
- Burgess, J. et Barbier, E. (2018). Why companies should help pay for the biodiversity that's good for their bottom line. <https://theconversation.com/why-companies-should-help-pay-for-the-biodiversity-thats-good-for-their-bottom-line-106298>
- Business for Nature. (2021). About Business for Nature. <https://www.businessfornature.org/about>
- Cargill. (2020). Cargill to advance regenerative agriculture practices across 10 million acres of North American farmland by 2030. <https://www.cargill.com/2020/cargill-to-advance-regenerative-agriculture-practices-across-10>
- Caron, J. (2019). *27 initiatives environnementales inspirantes seront honorées le 7 novembre prochain*. [https://fondationfee.ca/wordpress/wp-content/uploads/2019/09/Communique\\_Gala\\_FINAL.pdf](https://fondationfee.ca/wordpress/wp-content/uploads/2019/09/Communique_Gala_FINAL.pdf)
- Castonguay, A. (2018). *Conservation et habitats fauniques*.  
[https://www.afsq.org/documents/conservation\\_et\\_habitats\\_fauniques.pdf](https://www.afsq.org/documents/conservation_et_habitats_fauniques.pdf)
- CEMEX. (2020). Wildlife Habitat Council grants CEMEX the Corporate Conservation Leadership Award 2020. [https://www.cemex.com/full-story/-/asset\\_publisher/FRPW43WCYckA/content/wildlife-habitat-council-grants-cemex-the-corporate-conservation-leadership-award-2020?\\_com\\_liferay\\_asset\\_publisher\\_web\\_portlet\\_AssetPublisherPortlet\\_INSTANCE\\_FRPW43WCYckA\\_redirect=https%3A%2F%2Fwww.cemex.com%3A443%2Ffull-story%3Fp\\_p\\_id%3Dcom\\_liferay\\_asset\\_publisher\\_web\\_portlet\\_AssetPublisherPortlet\\_INSTANCE\\_FRPW43WCYckA%26p\\_p\\_lifecycle%3D0%26p\\_p\\_state%3Dnormal%26p\\_p\\_mode%3Dview%26\\_com\\_liferay\\_asset\\_publisher\\_web\\_portlet\\_AssetPublisherPortlet\\_INSTANCE\\_FRPW43WCYckA\\_cur%3D0%26p\\_r\\_p\\_resetCur%3Dfalse%26\\_com\\_liferay\\_asset\\_publisher\\_web\\_portlet\\_AssetPublisherPortlet\\_INSTANCE\\_FRPW43WCYckA\\_assetEntryId%3D51481609](https://www.cemex.com/full-story/-/asset_publisher/FRPW43WCYckA/content/wildlife-habitat-council-grants-cemex-the-corporate-conservation-leadership-award-2020?_com_liferay_asset_publisher_web_portlet_AssetPublisherPortlet_INSTANCE_FRPW43WCYckA_redirect=https%3A%2F%2Fwww.cemex.com%3A443%2Ffull-story%3Fp_p_id%3Dcom_liferay_asset_publisher_web_portlet_AssetPublisherPortlet_INSTANCE_FRPW43WCYckA%26p_p_lifecycle%3D0%26p_p_state%3Dnormal%26p_p_mode%3Dview%26_com_liferay_asset_publisher_web_portlet_AssetPublisherPortlet_INSTANCE_FRPW43WCYckA_cur%3D0%26p_r_p_resetCur%3Dfalse%26_com_liferay_asset_publisher_web_portlet_AssetPublisherPortlet_INSTANCE_FRPW43WCYckA_assetEntryId%3D51481609)
- Centre de la science de la biodiversité du Québec. (2021). Définir la science de la biodiversité.  
<https://qcbs.ca/fr/science-de-la-biodiversite/>
- Centre québécois du droit de l'environnement. (2017). Communiqué de presse - Règlement sur les habitats fauniques : le CQDE se réjouit de la modernisation envisagée.  
<https://www.cqde.org/fr/nouvelles/reglement-sur-les-habitats-fauniques-le-cqde-se-rejouit-de-la-modernisation-envisagee/>



- Champagne, E. P. (2017). Québec pourrait protéger les espèces menacées en terres privées.  
[https://plus.lapresse.ca/screens/8fb6ea07-ce5c-4b68-999c-9356a1b97f63\\_\\_7C\\_\\_ipJtm2TEHHeL.html?fbclid=IwAR3a\\_G0qjalAr4gPcWvCGjJ7IKQBpOAdfgNOp6xeneN70e-vkcbP6taEV3Y](https://plus.lapresse.ca/screens/8fb6ea07-ce5c-4b68-999c-9356a1b97f63__7C__ipJtm2TEHHeL.html?fbclid=IwAR3a_G0qjalAr4gPcWvCGjJ7IKQBpOAdfgNOp6xeneN70e-vkcbP6taEV3Y)
- Chastenay, P. (2020). Les yeux des rainettes faux-grillon.  
<https://www.ledevoir.com/opinion/idees/591502/point-de-vue-les-yeux-des-rainettes>
- Cheyns, E. (2014). Making “minority voices” heard in transnational roundtables: The role of local NGOs in reintroducing justice and attachments. *Agriculture and Human Values* 31(3), 439–453.
- Conseil patronal de l’environnement du Québec. (2021). À propos du CPEQ. <https://www.cpeq.org/fr/a-propos>
- Conservation de la nature Canada (CNC). (2020). Grand bioblitz de CNC : devenez biologiste pendant une semaine. <https://www.natureconservancy.ca/fr/nous-trouver/quebec/communiques/le-grand-bioblitz-de-cnc-QC.html>
- Conservation de la nature Canada (CNC). (2021a). Réserve naturelle des Montagnes-Vertes.  
<https://www.natureconservancy.ca/fr/nous-trouver/quebec/projets-vedettes/cantons-de-l-est/reserve-naturelle-des-montagnes-vertes-du-nord.html>
- Conservation de la nature Canada (CNC). (2021b). Servitude de conservation.  
<https://www.natureconservancy.ca/fr/aidez-nous/autres-facons-aider/dons-de-terre/servitude-de-conservation.html>
- Convention sur la diversité biologique (CDB). (2018). Business and Biodiversity Pledge.  
<https://www.cbd.int/business/pledges.shtml>
- Corridor appalachien. (2020). *Un financement historique pour la conservation des milieux naturels au Québec*. <http://www.corridorappalachien.ca/wp-content/uploads/2020/03/Communiqu%C3%A9-Budget-Qu%C3%A9bec-12-mars-2020.pdf>
- Environnement et Changement climatique Canada. (2019). *Résumé du 6e rapport national du Canada à la Convention sur la diversité biologique*. [https://biodivcanada.chm-cbd.net/sites/biodivcanada/files/inline-files/FR\\_Rapport%20Sommaire%20Canada%20a%20la%20CDB\\_Final\\_0.pdf](https://biodivcanada.chm-cbd.net/sites/biodivcanada/files/inline-files/FR_Rapport%20Sommaire%20Canada%20a%20la%20CDB_Final_0.pdf)
- Entreprises Québec. (2021). Formation de la main d’œuvre.  
<https://www2.gouv.qc.ca/portail/quebec/ressourcesh?lang=fr&g=ressourcesh&sg=personnel&t=o&e=435444407>
- Espace pour la vie. (2021a). Destruction des habitats. <https://espacepurlavie.ca/destruction-des-habitats>
- Espace pour la vie. (2021b). Qu’est-ce que la biodiversité? <https://espacepurlavie.ca/quest-ce-que-la-biodiversite>

- Fonseca, A., McAllister, M. L. et Fitzpatrick, P. (2014). Sustainability reporting among mining corporations: a constructive critique of the GRI approach. *Journal of Cleaner Production*, 84, 70-83.
- Forest Stewardship Council (FSC). (2018). The share of sustainable wood: data on FSC's presence in global wood production. <https://fsc.org/en/newsfeed/the-share-of-sustainable-wood-data-on-fscs-presence-in-global-wood-production>
- Gallo, I. (2019). Protect and improve biodiversity performance by implementing ISO 14001. <https://advisera.com/14001academy/blog/2019/09/09/iso-14001-and-biodiversity-how-to-improve-performance/#:~:text=Protect%20and%20improve%20biodiversity%20performance%20by%20implementing%20ISO%2014001&text=The%20survival%20of%20businesses%20in,to%20be%20of%20outmost%20importance>.
- Garon-Carrier, J. (2020). Habitat de la rainette faux-grillon endommagé par des travaux illégaux à Longueuil. [https://www.tvanouvelles.ca/2020/12/03/habitat-de-la-rainette-faux-grillon-endommage-par-des-travaux-illegaux-a-longueuil?fbclid=IwAR2LVkfJFy9GA4DW8-M7dgQV4D9oWq782DWGDOoTk7\\_-2jXcxpHzvmMrtv4](https://www.tvanouvelles.ca/2020/12/03/habitat-de-la-rainette-faux-grillon-endommage-par-des-travaux-illegaux-a-longueuil?fbclid=IwAR2LVkfJFy9GA4DW8-M7dgQV4D9oWq782DWGDOoTk7_-2jXcxpHzvmMrtv4)
- General Motors. (2018). *Wildlife Habitat Council recognizes General Motors' ongoing commitment to biodiversity and conservation*. [https://www.gm.ca/content/Pages/news/ca/en/2018/Nov/1115\\_Wildlife-Habitat-Council-Recognizes-General-Motors-Ongoing-Commitment/\\_jcr\\_content/iconrow/textfile/file.res/WHC%20Release\\_November%202018.pdf](https://www.gm.ca/content/Pages/news/ca/en/2018/Nov/1115_Wildlife-Habitat-Council-Recognizes-General-Motors-Ongoing-Commitment/_jcr_content/iconrow/textfile/file.res/WHC%20Release_November%202018.pdf)
- General Motors. (2019). 2019 Sustainable Report. [https://www.gmsustainability.com/\\_pdf/resources-and-downloads/GM\\_2019\\_SR.pdf](https://www.gmsustainability.com/_pdf/resources-and-downloads/GM_2019_SR.pdf)
- Gerbet, T. (2018). Québec permet la destruction gratuite de l'environnement au nord du 49e parallèle. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1082792/quebec-milieus-humides-hydriques-nord-boreale-gouvernement-compensation>
- Gerbet, T. (2019). Confinés dans leur bureau, les inspecteurs du gouvernement du Québec dépriment. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1271210/inspecteur-gouvernement-quebec-terrain-syndicat-sfpq-mapaq>
- German Corporation for International Cooperation. (2017). *Standards and labels for the promotion of biodiversity-friendly production and commercialization*. [https://ec.europa.eu/environment/biodiversity/business/assets/pdf/2017\\_Standards\\_and\\_labels\\_study-GIZ.pdf](https://ec.europa.eu/environment/biodiversity/business/assets/pdf/2017_Standards_and_labels_study-GIZ.pdf)
- Gewin, V. (2019). From coffee to cosmetics, companies are looking for ways to protect the plants their products are made from. <https://ensia.com/features/business-coffee-plant-biodiversity/>
- Girard, J.-F. et Thibault-Bédard, P. (2016). *Guide des bonnes pratiques en intendance privée : normes 10 outils étiatiques de conservation*. Centre québécois du droit de l'environnement.

- Global Reporting Initiative (GRI). (2016). GRI 304: Biodiversity 2016.  
<https://www.globalreporting.org/standards/media/1011/gri-304-biodiversity-2016.pdf>
- Gouvernement du Canada. (2007). *Profil de financement des petites entreprises*.  
[https://www.ic.gc.ca/eic/site/061.nsf/vwapj/QCProfile\\_Fr.pdf/\\$file/QCProfile\\_Fr.pdf](https://www.ic.gc.ca/eic/site/061.nsf/vwapj/QCProfile_Fr.pdf/$file/QCProfile_Fr.pdf)
- Gouvernement du Canada. (2021a). Convention sur la diversité biologique.  
<https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/organisation/affaires-internationales/partenariats-organisations/convention-diversite-biologique.html>
- Gouvernement du Canada. (2021b). Importance de la biodiversité.  
<https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/biodiversite.html>
- Gouvernement du Québec. (2018). *La conservation volontaire : vous pouvez faire la différence*.  
<https://www.environnement.gouv.qc.ca/biodiversite/prive/brochure-conservation-volontaire.pdf>
- Gouvernement du Québec. (2021). Adoption de la nouvelle Loi modifiant la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et d'autres dispositions - Le Québec se donne les moyens d'accroître la protection de ses milieux naturels.  
<https://www.quebec.ca/nouvelles/actualites/details/adoption-de-la-nouvelle-loi-modifiant-la-loi-sur-la-conservation-du-patrimoine-naturel-et-dautres-di/>
- Gray, E., Yonavjak, L., Talberth, J., et Gartner, T. (2013). Green versus gray: Nature's solutions to infrastructure demands. <https://www.aljazeera.com/opinions/2013/3/9/green-versus-gray-natures-solutions-to-infrastructure-demands>
- Hydro-Québec. (2020). *Plan de développement durable 2020-2024*.  
<https://www.hydroquebec.com/data/documents-donnees/pdf/plan-de-developpement-durable-2020-2024-fr.pdf>
- IBM. (2018). Global Reporting Initiative report.  
<https://www.ibm.com/ibm/responsibility/reports/gri/gri.html>
- Institute of Directors. (2011). Rethinking the role of business in biodiversity.  
[https://cdn.ymaws.com/www.iodsa.co.za/resource/collection/4B905E82-99EB-48B1-BCDA-F63F37069065/SDF\\_Position\\_Paper\\_5\\_Bio-diversity.pdf](https://cdn.ymaws.com/www.iodsa.co.za/resource/collection/4B905E82-99EB-48B1-BCDA-F63F37069065/SDF_Position_Paper_5_Bio-diversity.pdf)
- Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services (IPBES). (2019a). Le dangereux déclin de la nature : un taux d'extinction des espèces « sans précédent » et qui s'accélère. <https://ipbes.net/news/Media-Release-Global-Assessment-Fr>
- Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services (IPBES). (2019b). *The global assessment report on biodiversity and ecosystem services*.  
[https://ipbes.net/sites/default/files/2020-02/ipbes\\_global\\_assessment\\_report\\_summary\\_for\\_policymakers\\_en.pdf](https://ipbes.net/sites/default/files/2020-02/ipbes_global_assessment_report_summary_for_policymakers_en.pdf)

- International Finance Corporation. (s. d.). *A guide to biodiversity for the private sector*.  
[www.ifc.org/BiodiversityGuide](http://www.ifc.org/BiodiversityGuide)
- Ireland, A., Napoli, L. et Basiotis, K. (2019). Potential conservation benefits of a voluntary corporate certification program. *Environment, Development and Sustainability*. 22, 4889–4905.
- Jacquier, D. (2014). La participation des entreprises agroalimentaires à la conservation de la biodiversité. (Essai de maîtrise, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, Québec).  
[https://savoirs.usherbrooke.ca/bitstream/handle/11143/7243/cufe\\_Jacquier\\_D\\_\\_essai457.pdf?sequence=1&isAllowed=y](https://savoirs.usherbrooke.ca/bitstream/handle/11143/7243/cufe_Jacquier_D__essai457.pdf?sequence=1&isAllowed=y)
- Kottasova, I. (2021). Norway, the UK and Canada are not climate champions. They are climate hypocrites.  
<https://www.cnn.com/2021/02/17/world/climate-hypocrites-uk-canada-norway-intl/index.html>
- Lafarge Holcim. (2020). *GRI content index*.  
[https://www.lafargeholcim.com/sites/lafargeholcim.com/files/atoms/files/lafargeholcim\\_gri\\_content\\_index\\_2019.pdf](https://www.lafargeholcim.com/sites/lafargeholcim.com/files/atoms/files/lafargeholcim_gri_content_index_2019.pdf)
- Larousse. (2020). Entreprise. <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/entreprise/30069>
- Leal, G. et Zeitz, J. (2014). Business can save ecosystems and support economic development.  
<https://www.theguardian.com/sustainable-business/2014/nov/12/business-can-save-ecosystems-support-economic-development>
- Leiser, M. (2021). One Planet Summit : Ottawa investit 55 millions pour préserver la biodiversité.  
<https://www.rcinet.ca/fr/2021/01/11/one-planet-summit-ottawa-investit-55-millions-pour-preserver-la-biodiversite/>
- Loi sur la conservation du patrimoine naturel*, LQ 2002, c. 74.
- Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune*, RLRQ, c. C-61.1.
- Loi sur la qualité de l'environnement*, RLRQ, c. Q-2.
- Marine Stewardship Council (MSC). (2020). Annual report 2019-2020. <https://www.msc.org/media-centre/press-releases/press-release/annual-report-2019-20>
- Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC). (2021a). Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État.  
<https://www.environnement.gouv.qc.ca/ministere/fonds-protec-enviro-dom-hydrique-etat/index.htm>
- Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC). (2021b). La conservation de la biodiversité biologique au Québec.  
[http://www.environnement.gouv.qc.ca/biodiversite/inter\\_suite.htm](http://www.environnement.gouv.qc.ca/biodiversite/inter_suite.htm)

- Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC). (2021c). Les réserves naturelles : comment protéger les attraits naturels de votre propriété.  
<https://www.environnement.gouv.qc.ca/biodiversite/prive/depliant.htm>
- Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC). (2021d). Loi concernant la conservation des milieux humides et hydriques.  
<http://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/milieux-humides/loi.htm#:~:text=La%20Loi%20concernant%20la%20conservation,risque%20environnemental%20qu'ils%20pr%C3%A9sentent.>
- Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC). (2021e). Loi sur les espèces menacées ou vulnérables.  
<http://www.environnement.gouv.qc.ca/biodiversite/25-ans/index.htm>
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). (2019). Conservation de la biodiversité.  
<https://mffp.gouv.qc.ca/conservation-biodiversite-2019-10-22/#:~:text=Qu%C3%A9bec%2C%20le%2022%20octobre%202019,Canada%2C%20et%20accorde%20une%20aide>
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). (2021). Les espèces envahissantes au Québec.  
<https://mffp.gouv.qc.ca/la-faune/especes/envahissantes/>
- Moog, S., A. Spicer, and S. Bohm. (2015). The politics of multi-stakeholder initiatives: The crisis of the Forest Stewardship Council. *Journal of Business Ethics*, 128(3), 469–493
- Morin, C. (2020). Patagonia's customer base and the rise of an environmental ethos.  
<https://crm.org/articles/patagonias-customer-base-and-the-rise-of-an-environmental-ethos>
- National Geographic. (2021). Biodiversity.  
<https://www.nationalgeographic.org/encyclopedia/biodiversity/#:~:text=Scientists%20have%20estimated%20that%20there,organisms%20remain%20a%20complete%20mystery.>
- Nature-Action Québec. (2020). Fin des travaux de restauration et de mise en valeur des berges du lac des battures. <https://nature-action.qc.ca/fin-des-travaux-de-restauration-et-de-mise-en-valeur-des-berges-du-lac-des-battures/>
- One Planet Business for Biodiversity (OP2B). (2021). Who we are. <https://op2b.org/>
- Okereke, C. et Stacewicz, I. (2018). Stakeholder perceptions of the environmental effectiveness of multi-stakeholder initiatives: Evidence from the palm oil, soy, cotton, and timber programs. *Society & Natural Resources*, 31(11), 1302-1318.
- Organisme de bassin versant du Témiscamingue. (2017). *Évaluation préliminaire des impacts environnementaux et sociaux – projet hydroélectrique Onimiki*.  
[http://www.mrctemiscamingue.org/wp-content/uploads/2018/10/RAP-2017-evaluation-environmentale-onimiki-rapport-vf-r%C3%A9vis%C3%A9-ao%C3%BBt-2018-OBVT\\_final.pdf](http://www.mrctemiscamingue.org/wp-content/uploads/2018/10/RAP-2017-evaluation-environmentale-onimiki-rapport-vf-r%C3%A9vis%C3%A9-ao%C3%BBt-2018-OBVT_final.pdf)

- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). (2019). *Financer la biodiversité, agir pour l'économie et les entreprises, rapport préparé pour la réunion des ministres de l'Environnement du G7, les 5 et 6 mai 2019*.  
<https://www.oecd.org/environment/resources/biodiversity/Rapport-G7-financer-la-biodiversite-agir-pour-l'economie-et%20les-entreprises.pdf>
- Organisation des Nations Unies (ONU). (2021a). Objectif 14 : Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable.  
<https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/oceans/>
- Organisation des Nations Unies (ONU). (2021b). Objectif 15 : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité.  
<https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/biodiversity/>
- Organisation des Nations Unies (ONU). (2021c). 17 objectifs pour sauver le monde.  
<https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/>
- Organisation internationale de normalisation (ISO). (2014). *Lignes directrices relative à la responsabilité sociétale*. Norme internationale ISO 26000.
- Organisation internationale de normalisation (ISO). (2015). *Systèmes de management environnemental — Exigences et lignes directrices pour son utilisation*. Norme internationale ISO 14001.
- Ouranos. (2018). *Groupe de travail sur l'adaptation et la biodiversité*.  
<https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/Rapport-du-groupe-de-travail-sur-ladaptation-et-la-biodiversite.pdf>
- Pinkse, J. et Kolk, A. (2012). Addressing the climate change – sustainable development nexus: The role of multi-stakeholder partnerships. *Business and Society* 51(1), 176–210.
- Produits forestiers Résolu. (2021). Certification forestière.  
[https://www.pfresolu.com/Developpement\\_durable/Foresterie\\_et\\_approvisionnement\\_en\\_fibre/Certification\\_forestiere/](https://www.pfresolu.com/Developpement_durable/Foresterie_et_approvisionnement_en_fibre/Certification_forestiere/)
- PwC. (2018). *From promise to reality: Does business really care about the SDGs?*  
<https://www.pwc.com/gx/en/sustainability/SDG/sdg-reporting-2018.pdf>
- Rappel. (2021). Les algues et les cyanobactéries. <https://www.rappel.qc.ca/publications/informations-techniques/lac/algues-cyanobacteries.html>
- Règlement sur les habitats fauniques*, RLRQ, c. C-61.1, r. 18.
- Roebuck, K et Wristen, K. (2018). *Global review of the Aquaculture Stewardship Council's salmon standard*. <https://www.seachoice.org/wp-content/uploads/2018/10/SeaChoice-ASC-Salmon-Standard-Global-Review-Oct-15-Online.pdf>

- Roundtable on Sustainable Palm Oil (RSPO). (2021a). About. <https://rspo.org/about>
- Roundtable on Sustainable Palm Oil (RSPO). (2021b). Impact. <https://rspo.org/impact>
- Saucier, L.-J. (2019). *Les enjeux de l'inspection dans la fonction publique du Québec*. <https://www.sfpq.qc.ca/media/rlgi1dys/2019-06-28-inspections.pdf>
- Savoie-Soulières, M. (2017). Loi sur les forêts : trois entreprises ont écopé d'une amende cette année. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1046207/loi-forets-entreprises-ecope-amende-developpement-durable>
- Solidaridad. (2020). Responsible soy – 10 years on. <https://www.solidaridadnetwork.org/news/responsible-soy-10-years-on/>
- SC Johnson. (2021). Partenariat environnemental : SC Johnson et Conservation International travaillent ensemble pour lutter contre la déforestation. <https://www.scjohnson.com/fr-ca/our-purpose/social-responsibility-news/environment/biodiversity-conservation-sc-johnson-supports-caatinga-association-in-brazil-to-protect-forests>
- Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique [CDB]. (2010). *Perspectives mondiales de la diversité biologique 3*. <https://www.cbd.int/doc/publications/gbo/gbo3-final-fr.pdf>
- Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique [CDB]. (2020). *Perspectives mondiales de la diversité biologique 5 : résumé à l'intention des décideurs*. <https://www.cbd.int/gbo/gbo5/publication/gbo-5-spm-fr.pdf>
- Sengupta, M. (s. d.). A critique of the sustainable development goals' potential to realize the human rights of all: Why being better than the MDGs is not good enough. *Journal of International and Comparative Social Policy*.
- Shaw, J. (2020). Why is biodiversity important? <https://www.conservation.org/blog/why-is-biodiversity-important>
- Shell Canada. (2016). Shell Albion Sands receives WHC Conservation Certification. [https://www.shell.ca/en\\_ca/media/features/feature-articles-2016/albion-certification.html](https://www.shell.ca/en_ca/media/features/feature-articles-2016/albion-certification.html)
- Shields, A. (2019, 11 mai). Déclin de la biodiversité: le Canada et le Québec ne sont pas épargnés. *Le Devoir*. <https://www.ledevoir.com/societe/environnement/554148/le-canada-et-le-quebec-ne-sont-pas-epargnes-par-le-declin-accelere-de-la-faune-et-de-la-flore>
- Sustainable Human. (2014, 1<sup>er</sup> décembre). *How whales change climate* [Vidéo en ligne]. <https://www.youtube.com/watch?v=M18HxXve3CM>
- Sustainia. (2019). Circular Carbon in the Amazon. <https://goexplorer.org/circular-carbon-in-the-amazon/>
- TD Canada Trust. (2021). À propos des Journées des arbres TD. [https://www.tdtreedays.com/en-ca/pages/about?new\\_locale=fr-ca](https://www.tdtreedays.com/en-ca/pages/about?new_locale=fr-ca)

- The Fashion Pact. (2020). *First steps to transform our industry*. <https://thefashionpact.org/wp-content/uploads/2020/10/038906e111abca13dce4c77d419e4f21.pdf>
- The Fashion Pact. (2021). About the Fashion Pact. <https://thefashionpact.org/?lang=en>
- United Nations Climate Change. (2019). At COP 25, corporate climate movement grows as new companies announce plans to align with a 1.5°C future. <https://unfccc.int/news/at-cop-25-corporate-climate-movement-grows-as-new-companies-announce-plans-to-align-with-a-15degc>
- United Nations News. (2018). 'Going green' is good business says private sector at UN's COP24 climate conference. <https://news.un.org/en/story/2018/12/1028051>
- Walmart. (2021). Environmental. <https://corporate.walmart.com/esgreport/environmental#natural-capital>
- Wildlife Habitat Council (WHC). (2021). Conservation Certification. <https://certsupport.wildlifehc.org/en/a/what-is-conservation-certification>
- Willem Erisman, J., van Eekeren, N., de Wit, J., Koopmans, C., Cuijpers, W., Oerlemans, N. J. et Koks, B. (2016). Agriculture and biodiversity: a better balance benefits both. *AIMS Agriculture and Food*, 1(2), 157-174.
- Wolff, A. (2017). *Responsabilité sociétale : quelles contributions des entreprises à la conservation de la biodiversité ?* (Thèse de doctorat, Université de Lyon, Lyon, France). [https://www.researchgate.net/publication/322850780\\_Responsabilite\\_societale\\_quelles\\_contributions\\_des\\_entreprises\\_a\\_la\\_conservation\\_de\\_la\\_biodiversite](https://www.researchgate.net/publication/322850780_Responsabilite_societale_quelles_contributions_des_entreprises_a_la_conservation_de_la_biodiversite)
- World Economic Forum. (2020). *Nature risk rising: Why the crisis engulfing nature matters for business and the economy*. [http://www3.weforum.org/docs/WEF\\_New\\_Nature\\_Economy\\_Report\\_2020.pdf](http://www3.weforum.org/docs/WEF_New_Nature_Economy_Report_2020.pdf)
- World Wildlife Fund (WWF). (2019). *Living Planet @ Work awards criteria and judging scorecard*. [https://atwork.wwf.ca/wp-content/uploads/sites/2/2019/08/Living-Planet-@-Work-Awards\\_Criteria-Judging-Scorecard\\_2019-5.pdf](https://atwork.wwf.ca/wp-content/uploads/sites/2/2019/08/Living-Planet-@-Work-Awards_Criteria-Judging-Scorecard_2019-5.pdf)
- World Wildlife Fund (WWF). (2020a). *Corporate partnerships report*. [https://c402277.ssl.cf1.rackcdn.com/publications/1366/files/original/WWF\\_US\\_Corporate\\_Engagement\\_Report\\_FY19.pdf?1598281733](https://c402277.ssl.cf1.rackcdn.com/publications/1366/files/original/WWF_US_Corporate_Engagement_Report_FY19.pdf?1598281733)
- World Wildlife Fund (WWF). (2020b). Jour du dépassement. <https://www.wwf.fr/jour-du-depassement>
- World Wildlife Fund (WWF). (2021). Overview. <https://www.worldwildlife.org/threats/pollution>
- 1 % for the Planet. (2021). Network Impact. <https://www.onepercentfortheplanet.org/>



2 % for Conservation. (2021). 2 % Business Certification. <https://www.fishandwildlife.org/business-certification>